

Rejoignez la campagne contre Puma !

Pour manifester votre solidarité envers le peuple palestinien, partagez cet appel au boycott de Puma en publiant nos visuels et/ou en créant vous-même des visuels avec des photos. Envoyez-nous vos photos d'appel au boycott de Puma, nous les publierons avec votre autorisation.

campagnebdsfrance@yahoo.fr

Rejoignez-nous dans la **tweetstorm prévu samedi 21 novembre**, avec nos visuels, vos photos....N'oubliez pas les hashtags: **#BoycottPuma #PumaFam**

Visuels ici:

<https://www.bdsfrance.org/visuels-pour-la-campagne-du-21-novembre-contre-puma/>

Vous avez besoin d'inspiration ? Voici des exemples de messages qui peuvent être publiés sur les réseaux sociaux :

- Je n'achète plus Puma tant que Puma sponsorise les équipes de foot des colonies illégales israéliennes
#BoycottPuma #PumaFam
- Puma, faites un bond pour les droits des Palestiniens, mettez fin à votre soutien aux équipes de foot des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes volées
#BoycottPuma #PumaFam
- Puma viole sa charte éthique et le droit international en soutenant le foot israélien, je n'achète plus Puma
#BoycottPuma #PumaFam
- Tant que Puma soutient le foot de l'apartheid israélien, ce n'est PUMA marque !
#BoycottPuma #PumaFam

- Puma finance le régime d'apartheid sur les terres palestiniennes volées, ma réponse : JE BOYCOTTE !
#BoycottPuma #PumaFam
- Je ne ferai pas partie de la famille Puma tant que Puma soutiendra les clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit que le sport a le pouvoir de rassembler les peuples MAIS Puma soutient les colonies israéliennes illégales qui déchirent les familles palestiniennes
#BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit qu'il ne soutient aucune politique MAIS Puma sponsorise l'Association Israélienne de foot qui fait du lobbying en faveur des clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit qu'il est dévoué à l'égalité universelle MAIS il soutient l'apartheid israélien, antithèse de l'égalité. #BoycottPuma #PumaFam
- Puma se félicite d'aider tous les sportifs MAIS il soutient les attaques de sportwashing d'Israël sur le sport palestinien. #BoycottPuma #PumaFam
- Je boycotte Puma, équipementier complice des violations du droit international et des droits humains par Israël.
#BoycottPuma #PumaFam

- Puma dit qu'il s'engage contre le racisme MAIS il soutient le foot d'Israël, un pays qui pratique le racisme et l'apartheid. #BoycottPuma #PumaFam

Nous comptons sur vous !



Visuels pour la campagne du 21 novembre contre PUMA

Voici les visuels concernant la campagne du 21 novembre contre PUMA, qui peuvent également être utilisés à d'autres occasions. N'hésitez pas à les télécharger.



Plus de 100 syndicats, mouvements et associations de solidarité exigent l'inclusion de HPE dans la base de données de l'ONU sur la colonisation

4 novembre 2020 | par le Comité National BDS palestinien (BNC)
| Source | Traduction : J. Ch. pour BDS France

HPE (Hewlett Packard Enterprises) fournit des serveurs pour la base de données de l'Autorité israélienne sur la Population et l'Immigration, qui comprend les Israéliens qui vivent dans les colonies illégales sur le territoire palestinien occupé.

Plus de cent syndicats, associations d'étudiants, mouvements et associations de solidarité à travers le monde se sont associées pour envoyer une lettre au Bureau du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies (OHCHR) Michelle Bachelet, exigeant que Hewlett Packard Enterprises (HPE) soit inclus dans la base de données des sociétés complices de l'entreprise coloniale d'Israël. HPE fournit des serveurs exclusifs pour le maintien de la base de données pour l'Autorité israélienne de la Population et de l'Immigration. Celle-ci comporte la 'base de données Yesha' des citoyens israéliens qui vivent dans les colonies illégales sur le territoire palestinien occupé.

Parmi les signataires on trouve Forsa, le plus grand syndicat irlandais de service public, ainsi que Sinn Fein et le Parti Communiste d'Irlande ; Central Unica dos Trabalhadores, centre national des Syndicats du Brésil, qui compte 7.5 millions de membres ; UNISON, le plus important syndicat du Royaume Uni avec plus de 1.3 million de membres, et la Fédération des

Etudiants d'Inde, la plus grande association étudiante d'Inde avec plus de 4 millions de membres.

Vous trouverez ci-dessous la lettre envoyée à l'OHCHR, suivie des signataires.

Mme. Michelle Bachelet,

Haut Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU

30 octobre 2020

En février 2020, le Bureau du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies (OHCHR) a publié sa très attendue base de données des sociétés complices de l'entreprise coloniale d'Israël. Il a listé 112 sociétés qui fournissent des équipements et des services pour entretenir, construire et étendre les colonies illégales israéliennes dans le Territoire Palestinien Occupé (TPO), y compris Jérusalem Est. La base de données est largement appréciée en tant qu'outil permettant de s'assurer que ces entreprises respectent les droits fondamentaux des Palestiniens. La Résolution 31/36 du Conseil aux Droits de l'Homme, qui a établi cette base de données, exige aussi qu'elle soit annuellement mise à jour.

Nous, organisations signataires, exhortons par conséquent l'OHCHR à inclure Hewlett Packard Enterprises (HPE) dans la prochaine mise à jour de la base de données des sociétés complices de l'entreprise coloniale illégale d'Israël.

HPE fournit des serveurs à l'Autorité Israélienne pour la Population et l'Immigration pour l'entretien du registre israélien informatisé de la population, qui comprend la 'base de données Yesha' des citoyens israéliens qui vivent dans les colonies illégales des TPO. Par conséquent, HPE joue un rôle conséquent dans l'entretien de l'entreprise coloniale israélienne.

Nous vous exhortons à inclure HPE dans la base de données pour sa complicité dans l'entreprise coloniale d'Israël et le profit qu'elle en tire, ce qui équivaut à la pratique du colonialisme de peuplement et de l'apartheid.

Au vu de l'annexion de facto continue et de l'annexion de jure projetée du territoire palestinien occupé par Israël, deux faits que vous avez fermement condamnés comme illégaux, il est plus urgent que jamais de s'assurer que les entreprises satisfont leurs obligations de respecter les droits de la personne humaine et ne soutiennent pas ce régime colonial illégal et criminel. La base de données du Conseil aux Droits

de l'Homme est un outil efficace de responsabilité dans ce but, et l'inclusion de HPE, et autres entreprises également complices, est une démarche nécessaire dans la bonne direction.

Signataires :

Australia

Australian Friends of Palestine Association
Australians for Justice and Peace in Palestine
Australians For Palestine
Australia Palestine Advocacy Network
Australian Palestinian Professional Association (APPA)
BDS Australia
Byron Friends of Palestine
Casey Friends of Palestine
Christians for Peace, Newcastle
Coalition for Justice and Peace in Palestine
Federation of Italian Migrant Workers (FILEF) Sydney
Free Palestine, Melbourne
Friends of Hebron Sydney
Friends of Palestine (Western Australia)
Palestine Israel Ecumenical Network
Sydney University Staff for BDS
Women For Palestine

Belgium

Belgian Campaign for Academic and Cultural Boycott of Israel
(BACBI)

Brazil

Central Única dos Trabalhadores: *National Trade Union Centre with ~7.5 million members*

Canada

Academics for Palestine Concordia
Canada Palestine Association, Vancouver

Finland

Finnish-Arab Friendship Society

France

Campagne BDS France

Germany

BDS Berlin

India

All India Students' Association

Badayl

Food Sovereignty Alliance

Indo-Palestine Solidarity Network

Janwadi Mahila Samiti (AIDWA, Delhi)

National Dalit Christian Watch

Student Christian Movement of India

Students' Federation of India (SFI): *Largest students association with over 4 million members*

Ireland

Action from Ireland (Afri)

Administration Managers Branch, CWU

Belfast and District Trades Union Council

Brazilian Left Front

Castlebar & District Council of Trade Unions

Centre for Global Education

Communication Workers' Union:

CWU Dublin No. 2 Branch

Communications Workers Union Sligo District Ireland

Cork Area Managers Branch

Dublin Mails Managers Branch, Communication Workers Union

Dublin Postal Clerks Branch

Galway District Branch

Limerick Branch

Mallow Postal Branch

Mullingar Managers Branch

Mullingar Postal Branch

Sligo Area Postal Managers Branch

Communist Party of Ireland

Dublin Mails Managers Branch, Communication Workers Union

Dublin Postal Clerks Branch, CWU

eir National Managers Branch

Fórsa: *Ireland's largest public service union with 80,000 members*

Gaza Action Ireland

Global Solidarity Committee, Irish Congress of Trade Unions

Irish Freethinkers and Humanists

Irish National Teachers' Organisation
Ireland-Palestine Solidarity Campaign
Justice for Palestine, Comhlámh
Mandate Trade Union
Newry & Mourne UNISON Branch 5091
Peace and Neutrality Alliance
People Before Profit
Sinn Féin
Students for Justice in Palestine DCU
The Workers' Party of Ireland
Trade Union Friends of Palestine
UNISON Northern Ireland

Italy

BDS Italia
BDS Torino
Comitato No Nato
G.A.M.A.D.I
Nowaroma
Rete Romana di solidarietà con il Popolo Palestinese
Un Ponte Per

Malaysia

BDS Malaysia

New Zealand

Palestine Solidarity Network Aotearoa

Northern Ireland

Quaker Service

Norway

Akademisk og Kulturell Boikott av staten Israel (AKULBI)
The Palestine Committee of Norway

Slovenia

Gibanje za pravice Palestincev

South Africa

Palestine Solidarity Association UWC
Palestine Solidarity Campaign
South African BDS Coalition

Sri Lanka

National Fisheries Solidarity

Switzerland

Association Switzerland-Palestine
BDS Switzerland
Collectif Urgence Palestine-Vd
Gerechtigkeit und Frieden in Palästina

The Netherlands

Article 1 Collective
Breed Platform Palestina
DocP/BDS Netherlands
Stichting Groningen-Jabalya

United Kingdom

BRICUP (the British Committee for the Universities of Palestine)
Craigavon Council of Trade Unions
Jewish Network for Palestine
Omagh Trades Union Council
Palestine Solidarity Campaign
Scottish Palestine Solidarity Campaign
UNISON: *UK's largest union with more than 1.3 million members*

United States of America

BDS and Palestine Solidarity Working Group of DSA
CODEPINK
Friends of Sabeel North America (FOSNA)
Green Mountain Solidarity With Palestine
Jewish Voice for Peace
National Students for Justice in Palestine
Vermonters for Justice in Palestine

International/ Inter-regional

ECCP – European Coordination of Committees and Associations

Boycotter l'apartheid israélien : un interview de Nasser Mashni, BDS Australie

*21/10/2020 par Paul Gregoire | Source | Traduction CG pour
BDS France*

De plus en plus, l'utilisation du mot apartheid concerne le système de gouvernance qui opère actuellement dans la nation connue comme Israël et les territoires palestiniens occupés – le pays de la Palestine historique.

Mi 2018, la Knesset (le parlement israélien) a voté la loi de l'état-nation, qui relègue officiellement les Palestiniens d'Israël au rang de citoyens de deuxième classe.

La législation stipule que seul le peuple juif a droit à l'auto-détermination, entérinant en loi un système préexistant.

Alors que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a indiqué en juin que sa nation poursuivra l'annexion de jusqu'à 30 % de la Cisjordanie, et après une promesse récente aux nations du Golfe qu'il abandonnerait ce plan, Israël a affirmé qu'il l'avancait avec plus de 2000 nouvelles maisons pour des colons la semaine dernière.

Parallèlement, le troisième endroit le plus densément peuplé sur Terre, la Bande de Gaza, continue de fonctionner comme une prison à ciel ouvert, la région se trouvant sous un blocus israélien et égyptien renforcé, par terre, air et mer depuis 2007.

Le mois prochain, le salon d'armement Electronic Warfare Europe 2020 devait avoir lieu dans la ville de Liverpool au Royaume-Uni. Et le plus grand fabricant d'armes privé d'Israël, Elbit, était l'un des sponsors mondiaux du salon.

Une coalition d'organisations palestiniennes et de groupes anti-guerre, dont le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions), a mené une campagne suivie contre le salon, ce qui a conduit le Conseil municipal de Liverpool à l'annuler et finalement à se mettre d'accord sur une politique d'interdiction de tels événements à l'avenir.

Elbit se spécialise dans le développement et la fabrication d'équipements électroniques militaires, de systèmes de surveillance, de drones et de systèmes de sécurité. La compagnie promeut le fait que ses armes et sa technologie ont été testées au combat, ce qui veut dire sur les populations palestiniennes.

Le mouvement BDS a appelé depuis longtemps les organismes du monde entier à boycotter les produits d'Elbit. Il remarque que la compagnie d'armement contribue à deux facettes de l'occupation israélienne : les assauts aveugles contre les civils et « la ghettoïsation toujours plus resserrée de la Cisjordanie ».

Une résistance internationale croissante

Etabli en 2005, Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) est un mouvement mondial mené par les Palestiniens qui permet aux individus, aux entreprises et aux gouvernements de prendre position pour soutenir les droits humains des Palestiniens en retirant leur soutien financier à des organismes israéliens.

BDS Australie est la section locale de cette campagne mondiale qui emploie une stratégie basée sur celle utilisée par le mouvement anti-apartheid du siècle dernier, celui qui a exercé sur le gouvernement d'Afrique du Sud de De Klerk une telle pression qu'il a mis fin à son système raciste de ségrégation lourdement imposée.

Sydney Criminal Lawyers a parlé avec Nasser Mashni, membre du comité de BDS Australie, sur l'importance croissante de l'usage du terme apartheid en lien avec Israël, sur les raisons pour lesquelles Gaza continue d'être bombardée pendant la pandémie et sur l'impact très réel du mouvement de boycott.

Tout d'abord, cette année a vu le coronavirus déferler sur le globe, ce qui a conduit des nations entières à se confiner.

Des systèmes de santé bien subventionnés ont lutté pour gérer la pandémie mais dans les territoires palestiniens occupés, les services de soin sont limités en premier lieu à cause des restrictions israéliennes.

Nasser, comment les communautés palestiniennes dans les territoires occupés ont-elles affronté le COVID-19 ?

Comme dans le reste du monde la situation a été tragique, particulièrement pour les Palestiniens, parce qu'ils sont si proches de ce qui est sans aucun doute le monde développé, dans ce qu'ils peuvent voir en Israël.

C'est aussi vraiment dur pour eux parce qu'un énorme fragment des Palestiniens en Palestine historique orientale – la Cisjordanie – travaille en Israël ou est connecté à Israël et qu'Israël a fermé la frontière. Ils ne permettaient pas aux ouvriers de traverser. Donc, économiquement, cela a été un énorme marasme.

Un défi de l'occupation est que nos hôpitaux – les hôpitaux palestiniens – ont été sous-subsidés et manquent de ressources depuis 70 ans.

Donc le meilleur service de soins est dans les hôpitaux palestiniens à Jérusalem Est, mais avec le mur d'apartheid, l'accès à ces hôpitaux est sévèrement restreint pour les Palestiniens de Cisjordanie.

C'est au point que l'un des visages palestiniens les plus connus sur la scène internationale, Saeb Erekat – notre chef négociateur avec l'Autorité palestinienne – se trouve dans une condition critique.

Il n'y a aucun hôpital palestinien qui a la capacité de gérer la situation où il se trouve : très près de la mort apparemment. Donc, il a été transféré dans un hôpital israélien pour recevoir les soins urgents dont il a besoin. Bien sûr, ce n'était pas bien accepté par certains membres de la Knesset israélienne. En fait, ces membres de la Knesset ont suggéré qu'il ne devrait pas recevoir d'aide médicale du tout.

Voilà pour la Cisjordanie. Si on regarde ce qui se passe à Gaza, heureusement, un des bénéfices d'être la plus grande prison à ciel ouvert du monde qu'est Gaza, est que cela a pris longtemps au virus d'y arriver et que les Gazaouis sont habitués à vivre en confinement.

Donc, au départ c'était resté sous contrôle, malheureusement le virus est maintenant arrivé. Il y a eu des rapports la nuit dernière selon lesquels il y avait 77 nouvelles infections. Le vrai défi pour Gaza est qu'il y a moins de 100 respirateurs. Et les hôpitaux y manquent déjà de médicaments un jour normal

et n'ont de l'électricité que de manière intermittente à cause de la destruction par Israël de l'unique centrale électrique de Gaza.

La densité de population est de plus de 5500 personnes par km² ; avec la même densité de population, l'Australie aurait 42 milliards d'habitants. Donc, si le virus arrive et n'est pas géré, il va déferler là comme nulle part ailleurs sur la Terre.

Fin juin, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a indiqué qu'Israël poursuivra ses plans d'annexer jusqu'à 30% de la Cisjordanie occupée.

Rien que la semaine dernière, Israël a donné le feu vert pour la construction de plus de 2100 nouvelles unités d'habitation dans la région. Quelles sont les implications de cette mesure ?

C'est la suite du statu quo. Israël, particulièrement sous Benjamin Netanyahu, n'a pas été intéressé par une solution à deux états. Le processus d'Oslo – tout le processus de paix jusqu'à maintenant – a été dévoilé comme tactique dilatoire.

L'établissement de 2000 unités d'habitation supplémentaires est un pouce enfoncé dans l'œil des Emirats arabes unis qui ont normalisé leurs relations avec Israël le mois dernier. C'était avec l'engagement d'Israël qu'il n'y aurait plus de constructions d'habitations et qu'il n'annexerait pas.

La réalité est que si vous construisez des maisons pour juifs seulement sur ce qui devrait être l'état de Palestine, c'est une annexion *de jure*.

C'est la perpétuation et la continuation de la Nakba palestinienne de 1948 : la catastrophe qui a vu le nettoyage ethnique de plus de 750000 Palestiniens et la destruction de plus de 400 anciens villages ancestraux.

Israël n'est pas intéressé par la paix. Et il est temps que nous commençons à appeler Israël pour ce qu'il est, un état d'apartheid.

En 2002, le monde arabe entier a offert à Israël la paix, basée sur les résolutions des Nations Unies : c'était l'initiative arabe de paix. C'était la paix totale – pas seulement la normalisation – avec chaque pays arabe et musulman sur terre si Israël revenait seulement à ses frontières de 1967, avec Jérusalem Est comme capitale de l'état de Palestine et une solution juste pour les réfugiés palestiniens.

C'est le manuel standard dont tout le monde parlait de Madrid à Oslo et aux pelouses de la Maison Blanche jusqu'à aujourd'hui.

A l'époque, le Premier ministre Ariel Sharon a dit : « Ce n'est pas un point de départ envisageable. Nous ne nous retirerons pas dans les frontières de 1967. »

C'était en 2002 et maintenant, 18 ans plus tard, nous sommes toujours en train de parler de solution à deux états, alors que Benjamin Netanyahu construit des maisons pour juifs seulement dans toute la Palestine.

La pandémie n'a pas empêché les forces israéliennes d'attaquer Gaza en août et septembre. Qu'est-ce qui s'est passé ?

Il y a quelques années, les Palestiniens de Gaza ont entamé ce que les gens décriront dans le futur comme l'une des plus sérieuses actions civiles non violentes de l'histoire.

Soixante-dix pour cent des deux millions de résidents de Gaza sont des réfugiés. Plus de 80% de ces personnes vivent à moins d'une journée de marche de leurs maisons ancestrales. Ils ont les titres de propriété et les clés de ces maisons. Beaucoup d'entre eux peuvent voir leurs terres et leurs maisons depuis Gaza.

Avec la Grande Marche du retour, ils ont dit : « Nous voulons rentrer chez nous ». Ils ont marché jusqu'à la clôture de la frontière. Ils ne pensaient pas qu'ils la passeraient, mais ils ne pensaient pas non plus qu'ils seront accueillis par des snipers, qui se vanteraient de leur ôter les genoux.

Un sniper s'est vanté d'avoir eu 42 genoux en un jour.

Nous entrons maintenant dans la 14e année du siège. Nous avons lu des choses à propos de sièges historiques mais nous n'avons vraiment pas un contexte des temps modernes pour un seul siège. C'est un terme médiéval. A l'époque, une armée d'invasion entourait un château et lui refusait nourriture et eau afin d'affamer les résidents jusqu'à ce qu'ils se soumettent – c'est ce qu'est un siège.

Gaza a été hermétiquement scellée et sous siège depuis 14 ans. Personne n'a été capable d'y entrer ou d'en sortir sans l'approbation d'Israël.

Des enfants qui ont besoin de chimiothérapie et ne peuvent être traités à Gaza sont souvent envoyés à Jérusalem-Est, sans être accompagnés par leurs parents.

Ces enfants ne sont pas envoyés sans être accompagnés parce

que leurs parents ne veulent pas être à leurs côtés, mais parce qu'Israël refuse à leurs parents des permis pour voyager.

Tragiquement, quelques-uns des enfants sont morts sans un parent à leur côté. Ces parents ont ensuite reçu le corps de leur enfant mort à Gaza.

Rappelez-vous que dans ces hôpitaux à Jérusalem, ils ne peuvent même pas traiter notre Palestinien de la plus haute notoriété. Il doit aller dans un hôpital israélien.

Ces enfants sont envoyés sans leurs parents. C'est la brutalité du siège imposé par Israël, essayant de contraindre ces gens à se soumettre.

Il y a quelques années, ces Palestiniens ont commencé la Grande Marche du retour : une manifestation non violente. Ils voulaient que le monde sache qu'ils sont vivants et qu'ils sont étouffés.

Maintenant, cela a tristement tourné court, à cause de la violence qu'ils ont rencontrée à la frontière israélienne avec des snipers arrachant des jambes, tuant des journalistes, des infirmiers, etc.

Donc cela a tourné court. Ceci dit, la frustration continue à monter. Et récemment, les Palestiniens là-bas ont pris leur outil de combat le plus sophistiqué jusqu'alors, en gonflant un ballon avec un morceau d'étoffe en feu accroché.

Ils relâchent le ballon au-dessus de la clôture et quand il tombe du ciel, ce morceau de tissu enflammé déclenche un incendie. Les Israéliens les appellent « ballons terroristes ».

Donc la réponse naturelle à un ballon terroriste est, bien sûr, un avion de combat F-16 ou un hélicoptère Apache.

La réalité est que la violence envers les Palestiniens est bonne pour les sondages. Récemment il a fallu à Benjamin Netanyahu trois élections pour entrer dans un gouvernement de minorité. Il sait que c'est seulement une question de temps avant qu'il ne soit plus Premier ministre. Et les ramifications potentielles de cela sont qu'il sera inculpé et envoyé en prison pour corruption.

Netanyahu s'oriente probablement vers une quatrième élection, où il espère obtenir une majorité.

Vous êtes un membre de BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) Australie, un mouvement qui organise des campagnes

pour boycotter les entreprises, les organisations et les individus impliqués avec le régime israélien.

Quelles sortes de campagnes BDS mène-t-il actuellement ?

Depuis quelque temps, nous menons une campagne internationale demandant aux gens de boycotter Hewlett Packard.

Le boycott de Hewlett Packard concerne la technologie que la compagnie a créée, qui est impliquée dans la surveillance et le contrôle des Palestiniens par les forces de défense. Donc nous demandons aux gens de ne pas acheter HP.

Nous venons de lancer une campagne Puma contre le géant mondial du sportswear. Puma est un sponsor de l'Association israélienne de football (IFA).

L'association israélienne de football a des équipes juives israéliennes en Cisjordanie occupée qui participent effectivement aux compétitions de la Fédération israélienne de football.

Plus de 200 clubs palestiniens ont demandé à Puma de mettre fin à son contrat de sponsoring.

En 2018, Adidas a retiré son sponsoring de l'IFA, après une campagne de militants BDS. Donc nous espérons que Puma fera de même.

Localement, en Australie, Puma soutient le Carlton Football Club [NDLR : *Le Carlton Football Club est une équipe (australienne) de football australien*], qui me tient à cœur, parce que c'est l'équipe dont je suis supporter. Et il sponsorise aussi quelques autres équipes de football. Donc nous voudrions demander à Puma d'arrêter de sponsoriser l'IFA.

Notre impact a été croissant. Le mouvement a été établi en 2005 par la société civile palestinienne. Il a impliqué plus de 170 organisations palestiniennes : syndicats, églises, groupes de mosquées, etc.

Ils ont dit : « Voyez, la violence n'a pas marché. Nous sommes contre la violence. La négociation n'a pas marché. La seule façon dont nous allons pouvoir faire rendre des comptes à Israël selon le droit international est d'utiliser le modèle inspiré par l'Afrique du Sud, en demandant aux pays, aux entreprises et aux personnes de faire ce qui est juste et de choisir de ne pas s'associer à l'apartheid israélien et aux actions israéliennes illégales. »

C'était il y a seulement 15 ans. Depuis, cela a eu un impact incroyable.

Je dis incroyable, parce que si nous n'avons pas obtenu

qu'Israël respecte le droit international, le soutien pour les Palestiniens et le soutien pour la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions ont augmenté.

La meilleure chose à propos de la campagne BDS est que cela donne une manière morale et éthique aux êtres humains, aux entreprises et aux pays de soutenir par votre choix les Palestiniens.

Nous vous demandons de faire quelque chose avec quelqu'un qui n'est pas complice des violations des droits humains palestiniens. Donc, si vous achetez une imprimante, achetez une Canon. Vous n'avez pas à acheter une Hewlett Packard.

Si vous faites un projet universitaire, nous vous demandons de faire le projet avec une université qui n'est pas sur une terre palestinienne volée, ni une université qui est subventionnée par de l'argent des systèmes de fabrication d'armes Elbit.

Elbit est un rejeton des Forces de défense israéliennes et il commercialise ses produits comme étant « testés en combat ».

Donc il dit aux régimes répressifs dans le monde entier : « Nous avons les systèmes de contrôle, les scanners à reconnaissance d'iris, les drones contrôlés par radio, qui nous permettent de soumettre six millions de Palestiniens – de contrôler les vies quotidiennes de six millions de Palestiniens. »

Je ne suis pas un partisan du militarisme, mais si vous allez faire quelque chose, n'utilisez pas Elbit.

Un de nos grands succès localement était le *Royal Flying Doctors Service* [le service royal des médecins volants d'Australie] il y a quelques années. La compagnie Elbit a été sur le point de gagner le contrat pour entraîner les pilotes de nos médecins volants. Donc les pilotes et les simulateurs de vol qui avaient bombardé des enfants comme dans une partie de chasse dans la prison à ciel ouvert qu'est Gaza allaient importer ces compétences en Australie pour entraîner notre service de médecins volants.

A leur grand crédit – étant donné la vérité sur les antécédents d'Elbit, quand ils ont appris leurs compétences – le *Royal Flying Doctors Service* n'a pas continué [à envisager d'utiliser Elbit]. Cela a été une grande victoire.

De plus en plus, cela arrive dans le monde entier. L'Afrique du Sud a rétrogradé dans ses relations diplomatiques avec Israël. Elle a retiré son ambassade à Tel Aviv.

Dans toute l'Europe nous avons des syndicats majeurs qui ont

conduit des entreprises à se retirer d'appels d'offres pour construire un système de tram que les Israéliens bâtissent à travers des terres palestiniennes volées.

De plus en plus, les votants démocrates aux Etats-Unis voient Boycott, désinvestissement et sanctions comme un moyen légitime pour que les Palestiniens obtiennent leurs droits nationaux.

Et nous avons plus d'artistes menant un boycott culturel d'Israël. Ils refusent de se produire là-bas.

BDS est modelé sur le mouvement anti-apartheid contre le système qui était à l'oeuvre en Afrique du Sud.

Dans les années récentes, le mot apartheid a été de plus en plus appliqué à la situation à laquelle sont confrontés les Palestiniens dans leur patrie.

Pouvez-vous nous dire pourquoi l'utilisation de l'apartheid gagne en importance ?

Cela gagne plus d'importance parce que c'est ce que c'est, un apartheid. Mais nous n'avons pas la même optique.

En Afrique du Sud et dans le Sud profond de l'Amérique, vous aviez des robinets qui disaient « Pour personnes de couleur » et vous aviez des restaurants avec des signes disant « Blancs seulement ».

Nous n'avons pas cette optique en Palestine-Israël, parce que la différenciation n'est pas basée sur la couleur de peau.

De manière générale, c'est très facile de distinguer un Palestinien d'une personne juive en Europe. Mais la réalité est que plus de 60% des juifs en Israël sont en fait arabes, donc ils ont la même apparence que moi. Ils ont une peau mate, des cheveux noirs et des yeux noirs, donc ce n'est pas facile de les différencier.

Le différenciateur n'est pas la couleur de peau. C'est en fait quand vous célébrez Dieu. Si vous célébrez Dieu le samedi, vous êtes juif, vous avez les droits de l'état juif. Cela a été revalorisé dans la loi de la nation en 2018, celle qui a donné aux seuls juifs l'autodétermination sur la terre d'Israël.

La façon la plus facile de l'expliquer est le casse-tête qu'est le sionisme. Le sionisme veut tout le pays qui correspond à l'Israël antique, comme ils le croient. Et il le veut juif et une démocratie. Donc tout le pays, et il doit être juif et une démocratie.

Mais ils ne peuvent avoir que deux de ces choses. Juif et démocratie, mais pas avoir tout le pays. Ou vous pouvez avoir tout le pays et avoir une démocratie, mais vous n'allez pas l'avoir entièrement juif.

Ou, et c'est ce qu'ils ont maintenant, tout le pays et ils le veulent juif ; et ce n'est pas une démocratie.

Près de 40% de toute la population qu'Israël contrôle n'a pas le droit de voter parce qu'ils ne célèbrent pas Dieu le samedi, ils célèbrent Dieu le vendredi ou le dimanche, parce qu'ils ne sont pas juifs.

Pas tous, mais une immense portion des Palestiniens –70%, ceux de Cisjordanie, ceux de Gaza – n'a pas le droit de voter pour le régime qui contrôle le registre des naissances et des morts.

Nous utilisons tous la même monnaie. Tout le monde, à Gaza, à Jérusalem-Est, à Jérusalem-Ouest, en Cisjordanie, sur les Hauts de Golan, qui est une partie de la Syrie, et en Israël à proprement parler, si vous voulez –la Palestine de 1948– tout le monde utilise la même monnaie.

Tout le monde utilise les mêmes timbres. La même entité contrôle tous les impôts, toutes les frontières, les entrées et les sorties, mais seulement ceux qui célèbrent Dieu le samedi ont l'opportunité d'être impliqué complètement dans le processus démocratique.

Ceci est l'apartheid.

Et finalement, Nasser, la campagne internationale pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud a commencé dans les années 1960, dans les années 1980 elle avait un soutien étendu et le système d'apartheid s'est terminé au début des années 90.

D'après l'opinion de BDS, quelle sorte de changement est nécessaire en termes d'opinion mondiale sur la Palestine? Et comment mettra-t-on fin au système israélien d'apartheid ?

Je suis certainement assez vieux pour avoir participé à quelques-unes des actions contre l'apartheid en Afrique du Sud. Et je me souviens de Margaret Thatcher et de Ronald Regan échangeant des poignées de main avec F. W. de Klerk.

Nelson Mandela était encore en prison et dans les grands halls du pouvoir, l'Afrique du Sud était chouchoutée et c'est la réalité d'Israël aujourd'hui.

De plus en plus, cependant, des gouvernements de partout se font dire par leurs électeurs qu'Israël est un état

d'apartheid et cela est en train d'avoir un impact.

C'est en train d'avoir un impact pour des choses comme là où nous sommes aujourd'hui aux Etats-Unis, avec une élection arrivant dans les prochaines deux semaines et demi.

Alexandria Ocasio-Cortez est l'une des vedettes démocrates. Elle a été invitée à la 25e commémoration d'Yitzhak Rabin, qui a été assassiné par un Israélien de droite.

Elle a été invitée et a confirmé qu'elle viendrait. Alors, les Palestiniens et leurs supporters lui ont écrit et lui ont dit : « Alexandria, nous ne pensons pas que vous devriez y assister. Yitzhak Rabin n'était pas un pacificateur. C'était un féroce homme de droite avec un héritage teinté de sang. »

Alors, c'est une sénatrice américaine. Elle a écouté, entendu et a retiré sa réponse positive à l'invitation. C'est ce genre de choses qui était inouï il y a trois ans, cinq ans, vingt ... Aucune chance.

Benjamin Netanyahu était supposé parler à un événement dans le Michigan avec beaucoup de représentants de différents états dans l'auditoire. Comme le lobby pro-Israël est enclin à le faire, ils ont envoyé des messages de remerciement en présumant que les gens avaient répondu positivement à l'invitation, parce que vous ne l'auriez jamais refusée venant d'eux.

Les Palestiniens et leurs supporters se sont mobilisés dans le Michigan et ont dit à leur représentant élu : « Pas en mon nom. Nous sommes des électeurs et si vous assistez à cela, je ne voterai pas pour vous. »

Miraculeusement, du jour au lendemain, un email a été envoyé, disant : « Dû à des circonstances imprévues, cet événement avec Benjamin Netanyahu a été annulé. »

En tant que Palestinien, en tant que progressiste, je suis quelqu'un qui comprend l'intersectionnalité des luttes de chacun – que ce soit la lutte contre l'antisémitisme, l'islamophobie, la transphobie, les défis auxquels est confrontée notre communauté LGBTIQ et nos frères et soeurs autochtones en Australie et dans le monde entier.

Le parti d'Evo Morales a gagné une élection en Bolivie hier, contre le gouvernement installé et soutenu par les Etats-Unis qui a enlevé le pouvoir à Evo Morales. Je veux dire, c'est une victoire pour la démocratie et une victoire pour chacun.

A un moment, nous, le peuple, nous vaincrons en Palestine. Nous vaincrons en Papouasie occidentale. Nous vaincrons ici. Parce qu'en tant qu'être humains, nous avons de l'empathie et

un sens d'humanité partagée et nous ne pouvons nous empêcher de nous en soucier. Le monde est tellement plus petit qu'il l'était avant et ils ne peuvent pas continuer à nous mentir. Murdoch peut bien contrôler 70% de la presse en Australie ; de plus en plus, les gens obtiennent l'information d'ailleurs.

Paul Gregoire



Paul Gregoire est un journaliste et un écrivain, basé à Sydney. Ses centres d'intérêts sont les questions de droits humains, les empiètements sur les libertés civiles, la réforme de la législation sur les drogues, la diversité de genre et les droits des Premières nations. Avant Sydney Criminal Lawyers®, il a écrit pour VICE et a été le rédacteur des informations au Sydney's City Hub.

Dites-le à Puma : s'il s'oppose au racisme, il doit s'opposer à l'occupation israélienne

Nos camarades britanniques de Londres ont obtenu une couverture médiatique sur Mondoweiss, un site d'information consacré à la couverture de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient.

Black Lives Matter force le monde des sports à faire face au racisme – pourtant le préjudice qui a détruit ma carrière est en grande partie ignoré.

Par [Mahmoud Sarsak](#) [10 septembre 2020](#)

Puma a appelé à mener des actions contre la haine. Pourquoi soutient-il la haine qui détruit des vies et empoisonne un sport magnifique ?

Il y a huit ans, ma vie a changé pour toujours. J'avais 22 ans et je vivais mon rêve de footballeur. Je faisais partie de l'équipe nationale, j'avais représenté mon pays aux Jeux olympiques, et je venais de signer un contrat en Cisjordanie. Mais sur le chemin d'une rencontre avec ma nouvelle équipe, j'ai été appréhendé par les forces de sécurité israéliennes. Je n'ai été inculpé d'aucun crime ou délit, je n'ai pas été poursuivi en justice, et cependant j'ai été incarcéré pendant trois ans et brutalement torturé. Ce n'est qu'à la suite d'une grève de la faim de 96 jours que la pression internationale a forcé le régime israélien à me libérer.



L'ombre d'un jeune Palestinien qui joue au football se découpe devant une banderole de solidarité avec le prisonnier palestinien Mahmoud Sarsak dans le sud de la Bande de Gaza, le 10 juin 2012. (Photo: Eyad Al Baba/APA Images)

Pourquoi moi ? Mon seul désir avait toujours été de jouer au football. Mon souhait le plus vif était d'utiliser mes capacités pour faire honneur à mon peuple. De faire partie d'un sport qui, pour moi, est lié à la paix, à l'amour et aux relations avec d'autres pays et cultures. Mais, aux yeux d'un régime qui a besoin que le monde ferme les yeux sur la haine, l'injustice et les violations contre mon peuple, cela fait de moi une menace. En effet, quand nous, les Palestiniens, entrons dans l'arène internationale, cela rappelle au monde que nous existons, que nous sommes aussi humains que vous, et que nous méritons le même respect, les mêmes protections élémentaires, que tout un chacun. Voilà pourquoi nous voyons les talents palestiniens étouffés et attaqués par tous les moyens possibles. Voilà pourquoi nous voyons des restrictions et des interdictions viser les matchs, empêcher l'entraînement et la présence de supporters, et imposer aux personnalités du sport et de la culture le risque de l'emprisonnement, de l'exil et de la mort.

Aujourd'hui, je vois que Black Lives Matter force le monde du sport à faire face au racisme et à la haine – et pourtant le préjudice qui a détruit ma carrière est en grande partie ignoré. Le géant du vêtement de sport Puma a pris position publiquement contre la haine, publiant des annonces et accueillant des "conversations franches" sur le racisme. Et pourtant il continue à être complice de l'assujettissement de mon peuple. Puma est le principal parrain de l'Association israélienne de football, laquelle, selon Human Rights Watch, comporte des clubs de football basés dans des colonies qui occupent des terres palestiniennes volées. Les colonies sont illégales en vertu du droit international humanitaire, contribuent à de graves atteintes aux droits humains, et nuisent directement aux droits des Palestiniens : liberté de circulation, accès aux ressources naturelles et capacité de construire des maisons. Au lieu de s'opposer à cette injustice, le parrainage de Puma confère une légitimité internationale à l'Association israélienne de football, détournant l'attention des violations croissantes et de la haine que

subit le peuple palestinien.

Nous ne pouvons pas faire notre choix quand il s'agit de racisme. Soit nous nous dressons contre toutes les haines et toutes les violations des droits et de l'humanité, soit nous faisons partie du problème. Actuellement, Puma fait partie du problème.

Merci de vous joindre à moi en demandant à Puma d'être fidèle à ses propres paroles – et [de vous joindre aux athlètes palestiniens pour boycotter Puma](#).

Pour plus d'informations : redcardpuma.com.

Mahmoud Sarsak

À 22 ans, Mahmoud Sarsak était une étoile montante du football palestinien et venait de signer un contrat avec un nouveau club, Markaz Balata. Mais en juillet 2009, alors qu'il se rendait de Gaza en Cisjordanie pour rejoindre son équipe, il a été arrêté et emprisonné sans inculpation par Israël. Pendant les trois années qui ont suivi, il a subi de façon répétée des tortures physiques et mentales, et il a finalement entamé une grève de la faim qui a duré 96 jours. Après une campagne internationale soutenue par des personnalités du football comme Eric Cantona ou l'ancien président de la FIFA Sepp Blatter, le régime israélien s'est incliné devant la pression et l'a libéré. Pour des détails sur l'histoire de Mahmoud, voir son interview en vidéo ici : <https://www.palestinecampaign.org/mahmoud-sarsak-tells-his-story-to-the-uk/>

Traduction : SM pour BDS France

Résistez à l'apartheid israélien : Boycottez les sociétés HP

31 août 2020 / Par le Comité National BDS palestinien (BNC)

HPE soutient l'enregistrement raciste de la population par Israël, pilier de l'apartheid contre les Palestiniens. Il faut l'ajouter à la base de données de l'ONU sur les sociétés complices de l'entreprise coloniale illégale d'Israël.

HP Inc et HP Enterprises (successeurs de la Compagnie Hewlett-Packard) aide Israël à renforcer son régime d'apartheid sur le peuple palestinien. La société civile palestinienne a appelé à boycotter et à se désinvestir de HP jusqu'à ce qu'il mette fin à sa complicité.

L'annexion officielle planifiée par Israël de parties de la Cisjordanie occupée et sa continuelle annexion de facto se font toutes deux en violation du droit international. Tandis que nous continuons à travailler à mettre fin à l'annexion israélienne, il est important de se souvenir que le régime israélien de colonialisme de peuplement, d'occupation et d'apartheid contre le peuple palestinien est vieux de plusieurs décennies. Des gouvernements comme des entreprises ont permis et soutenu cette oppression et ont aidé à nourrir l'impunité d'Israël.

HP Inc a été le fournisseur exclusif d'ordinateurs à l'armée israélienne pendant plus d'une décennie.

HPE fournit des serveurs au Aviv System, système informatisé de l'Autorité israélienne de la Population et de l'Immigration, dans lequel se trouve la base de données Yesha qui contient des informations sur les citoyens israéliens qui vivent dans les colonies illégales israéliennes en Cisjordanie palestinienne occupée. L'Autorité de la Population et de l'Immigration met en place un système de législation et de politique à trois niveaux, sur la citoyenneté, la résidence, le regroupement familial, la naturalisation et les cartes d'identité, qui privilégie la population juive, y compris celle des colonies illégales, tout en discriminant systématiquement la population autochtone palestinienne d'Israël, ainsi que dans Jérusalem Est occupée annexée par Israël.

Alors qu'un statut de deuxième classe prive les citoyens palestiniens d'Israël de droits civiques et politiques pleins et égaux, ainsi que d'un accès égal au logement, à l'emploi, à la santé et à l'éducation, le statut de troisième classe des « résidents permanents » prive même les Palestiniens de Jérusalem Est occupée de leur droit fondamental à vivre dans leur ville.

L'apartheid israélien s'étend des deux côtés de la Ligne Verte, ainsi qu'aux Palestiniens en exil. Avec son soutien à ce système institutionnalisé de discrimination raciale, HPE permet la politique israélienne d'apartheid et en profite, y compris l'annexion officielle de Jérusalem Est, ainsi que l'annexion continue de facto (et éventuellement de jure) des colonies de la Cisjordanie occupée.

HPE soutient également et profite de l'infrastructure IT du système carcéral d'Israël, qui détient 4.700 prisonniers politiques palestiniens, dont de nombreux enfants.

L'un des plus récents détenus politiques d'Israël était Mahmoud Nawajaa, défenseur des droits de l'être humain et coordinateur de BDS qui a été arrêté par les forces d'occupation israéliennes le 30 juillet 2020. Déclaré prisonnier de conscience par Amnesty International, il a été détenu sans charges par l'armée israélienne pendant 19 jours, soumis à de mauvais traitements et interdit d'accès à un avocat pendant 15 jours, avant d'être finalement libéré grâce à la pression internationale.

Les sociétés HP profitent de tous les aspects de l'apartheid israélien. Leur rôle est semblable à la complicité de Polaroid avec l'Afrique du Sud

au temps de l'apartheid. Polaroid a fourni des photographies pour les livrets tristement célèbres que les Sud Africains noirs devaient détenir et qui leur déniait toute liberté de circulation. HP est le « Polaroid de notre époque ».

Le moyen le plus efficace pour contrer l'apartheid et le colonialisme de peuplement, ce sont les campagnes ciblées de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS). HP Inc et HPE sont complices des crimes israéliens contre le peuple palestinien et doivent être tenues pour responsables, tout comme on a fait pression sur Polaroid pour qu'il mette fin à ses affaires avec l'Afrique du Sud grâce à une campagne de désinvestissement qui a en fait été initiée par les travailleurs de la société aux Etats Unis.

La campagne mondiale de boycott de HP travaille à tenir les sociétés HP pour responsables grâce à des boycotts et désinvestissements massifs jusqu'à ce qu'elles mettent fin à leur rôle dans les crimes israéliens contre les Palestiniens. Des églises se sont désinvesties de HP. Des syndicats, des associations de solidarité et des organisations étudiantes ont rejoint la campagne et la popularisent dans leurs régions respectives. Le Conseil Municipal de Dublin a voté en 2018 pour mettre fin à tous ses contrats avec les sociétés de la marque HP. La campagne a organisé des actions mondiales réussies au cours des années pour souligner la nécessité de tenir les sociétés HP pour responsables.

La base de données de l'ONU des sociétés permettant les colonies illégales d'Israël, émise en février 2020, est une étape importante en direction de mesures efficaces de responsabilisation contre la complicité des sociétés dans l'entreprise coloniale d'Israël qui constitue un crime de guerre. **Nous demandons au Haut Commissaire aux Droits de l'Homme de l'ONU d'ajouter HPE dans la mise à jour de la base de données de l'ONU.**

Nous réitérons notre appel à des boycotts massifs de HPE et de HP Inc. jusqu'à ce qu'elles mettent fin à leur complicité dans l'apartheid israélien et les crimes de guerre. C'est la seule posture morale à avoir face aux violations toujours intensifiées des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël et sa tentative actuelle de transformer son annexion de facto des territoires palestiniens occupés en annexion de jure.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BNC

La dictature des Émirats arabes unis vend les droits des Palestiniens par le biais d'un accord avec Israël

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 14 août 2020

L'accord avec les dirigeants despotiques des Émirats Arabes Unis ajoute un autre État policier à la ligue des amis et alliés internationaux d'Israël.

La société civile palestinienne se tient aux côtés de la majorité réduite au silence dans les Émirats arabes unis et dans le monde arabe pour condamner fermement l'accord conclu entre les dirigeants despotiques des Émirats arabes unis et d'Israël, avec le soutien de la Maison Blanche de Trump. C'est la plus grave trahison du régime des Émirats arabes unis dans la lutte pour la libération et l'autodétermination des Palestiniens.

L'accord a été annoncé alors qu'Israël bombardait à nouveau la bande de Gaza assiégée et appauvrie et attaquait les Palestiniens en Cisjordanie, signifiant ainsi qu'il ne ferait rien pour diminuer les agressions brutales d'Israël contre le peuple palestinien.

L'affirmation du régime des Emirats Arabes Unis selon laquelle le prix pour sa violation du principe central parmi les peuples arabes d'engagement envers la cause palestinienne était le gel par Israël de ses plans d'annexion formelle de parties du territoire palestinien occupé est un mensonge. Après la conclusion de l'accord Nétanyahou a annoncé que le plan d'annexion est toujours en vigueur mais qu'il a été temporairement retardé pour lui permettre de s'entendre avec Trump sur la meilleure façon de le mettre en œuvre.

De plus, quelle que soit la façon dont Nétanyahou et Trump décident de gérer ou de présenter l'annexion officielle, la revendication des Emirats Arabes Unis est une imposture : le vol par Israël de terres palestiniennes et son entreprise illégale de colonisation se poursuivent sans relâche, enracinant de facto son régime d'annexion et d'apartheid.

Le régime israélien d'occupation, de colonisation et

d'apartheid célèbre cette dernière percée diplomatique comme une couverture indispensable pour ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité contre le peuple indigène de Palestine. Ces crimes comprennent des massacres, le nettoyage ethnique, en particulier à Jérusalem, au Naqab et dans la vallée du Jourdain, le siège de Gaza, la démolition de maisons, la destruction d'anciennes oliveraies, la destruction ou l'appropriation du patrimoine culturel et archéologique et le déni des droits fondamentaux protégés par le droit international.

Cet accord de « paix » entre les régimes israélien et émirati est l'aboutissement d'années de relations secrètes et parfois publiques, notamment l'importation par les Émirats arabes unis de technologies sécuritaires et militaires israéliennes d'une valeur de plusieurs milliards de dollars ces dernières années. Il intervient dans le contexte de la perpétration par le régime émirati de ses propres crimes contre le peuple du Yémen, en partenariat avec le régime saoudien despotique et avec l'entière complicité des États-Unis et de plusieurs États européens.

Le régime émirati qui a l'habitude de réduire au silence l'opposition et la dissidence, qui pratique le racisme et la discrimination généralisés à l'encontre des travailleurs migrants, avait également besoin de cet accord avec Israël pour soutenir ses interventions militaires et sa guerre contre la démocratie dans la région et pour contourner toute sanction potentielle des Nations unies en raison de ses crimes.

Ce que Nétanyahou n'a pas dit, c'est que la réponse à l'appel de la société civile palestinienne en faveur de sanctions ciblées et légales contre les plans d'Israël et le régime d'apartheid en cours a été extrêmement positive, en particulier dans le Sud global, ainsi que dans certains États européens et parmi les membres du Congrès américain. Cet effort doit se poursuivre et être renforcé.

Par son accord avec la dictature des Émirats arabes unis, Israël a ajouté un autre État policier à sa ligue d'amis et d'alliés internationaux. Alors que l'Israël de l'apartheid devient un modèle pour les régimes d'extrême droite et autoritaires du monde entier, exportant ses armes « testées sur le terrain » et son expertise en matière de militarisme, de racisme systémique, de surveillance de masse, de profilage racial et d'oppression sanglante, il perd rapidement le soutien des principaux cercles libéraux du monde entier, y compris parmi les jeunes Juifs américains. Cette expertise israélienne a fait apprécier le pays à d'impitoyables violeurs des droits humains, de l'Inde au Myanmar et aux Philippines,

en passant par le Sud-Soudan, la Colombie, le Brésil et le Honduras, et bien d'autres encore.

Le régime d'oppression israélien peut conclure des accords avec tous les dictateurs du monde, mais cela ne peut que retarder et non pas contrecarrer son heure de vérité, lorsqu'il sera confronté à des sanctions légales et ciblées visant à mettre fin à son régime d'apartheid et à ses décennies de déni des droits des Palestiniens, tels que stipulés par le droit international. En témoignent la croissance massive de l'impact du mouvement BDS au cours des dernières années et l'intégration de mesures de responsabilisation, y compris de sanctions, pour contrer les plans d'Israël visant à poursuivre l'annexion officielle de la terre palestinienne et à mettre fin à son régime d'apartheid et à son système d'oppression à plusieurs niveaux.

Le peuple palestinien, soutenu par la majorité absolue du monde arabe et par les personnes de conscience dans le monde, continuera à résister à l'oppression israélienne et à insister sur notre droit inaliénable à la libération, à l'autodétermination, à la liberté et à la dignité dans notre patrie. Nous appelons les peuples du monde entier à intensifier les campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre l'annexion et l'apartheid actuels d'Israël.

En réponse à la trahison de la dictature des Emirats Arabes Unis, nous appelons nos sœurs et frères des Emirats Arabes Unis à boycotter toute présence ou activité israélienne dans le pays ou ailleurs et à refuser de s'engager avec l'ambassade israélienne ou avec les entités qui sont leurs partenaires et avec toutes les institutions israéliennes complices. Nous appelons également les Arabes en général à continuer de résister activement à cette abjecte normalisation :

1- En boycottant toutes les activités, festivals et projets parrainés par le régime des Emirats Arabes Unis, notamment l'EXPO de Dubaï, le Festival du shopping de Dubaï, ainsi que les festivals et conférences sportifs, culturels et économiques/financiers.

2- Par le boycott et le désinvestissement de toute société émiratie ou autre qui se rendrait complice de la mise en œuvre de cet accord de normalisation avec Israël.

3- En s'abstenant de voyager dans l'actuel Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, y compris la mosquée Al-Aqsa, dans le cadre de cet accord contraire à l'éthique et de participer aux initiatives de propagande religieuse qui sous-tendent ce soi-disant « accord d'Abraham ».

Traduction : GD pour BDS France

Source : BDS Movement

Le Luton Town Football Club vire le sponsor de l'occupation israélienne, Puma

Par Ali Abunimah, le 29 juillet 2020

Les militants au Royaume-Uni célèbrent une victoire pour les droits des Palestiniens, après que le Luton Town Football Club a abandonné la marque allemande de tenues de sport, Puma, qui était son fournisseur.

« *Nous tenons à remercier le Luton Town FC pour ses réponses constructives à nos appels au boycott de Puma, et pour nous avoir informés directement de sa décision d'abandonner la société qui était son fournisseur en tenues de sport* » a déclaré Markus Keaney, porte-parole de la Campagne de solidarité avec la Palestine (PSC).

« *Nous espérons que d'autres clubs vont suivre et faire le choix de la justice, de la liberté et de l'égalité* ».

Plus de 200 équipes sportives et athlètes palestiniens avaient appelé au boycott de Puma parce que cette entreprise sponsorise la Fédération de football d'Israël, laquelle comprend les équipes des colonies de peuplement israéliennes installées en Cisjordanie occupée en violation du droit international.

In case you missed it: @LutonTown have announced they will be dropping @PUMA, who are complicit in Israeli violations of Palestinian rights, as their kit suppliers.

*Well done again to our branch activists at @lutonpsc for this fantastic victory ☑☑ #BDS #BDSVictory #FreePalestine
pic.twitter.com/8tDZpYtxWx*

– PSC (@PSCupdates) July 27, 2020

The Electronic Intifada a vu une correspondance impliquant les dirigeants du Luton FC et confirmant que l'équipe avait soulevé des préoccupations avec Puma en ce qui concerne les droits de l'homme, avant de décider de faire appel à un autre fournisseur.

Le club du championnat d'Angleterre de deuxième division a annoncé la semaine dernière que ses joueurs porteront des tenues fabriquées par Umbro à partir de la saison 2020-21.

En plus de l'engagement direct de ses militants locaux avec le club, la Campagne de solidarité avec la Palestine a déclaré que des milliers de courriels avaient été envoyés à la direction du Luton FC pour appeler l'équipe à laisser tomber Puma.

.@Puma supports illegal settlements that Israel plans to formally & illegally annex.

*Settlements force Palestinian families from their homes & are war crimes under international law. #BoycottPuma until it ends support for Israel's crimes. #StopAnnexation
<https://t.co/Nt5Jqwt2ou> pic.twitter.com/dhPVIEQe92*

– PACBI (@PACBI) July 14, 2020

« Cette décision va donner un énorme coup de fouet à la campagne internationale, avec la campagne que mène la PSC au Royaume-Uni pour boycotter l'entreprise Puma jusqu'à ce qu'elle mette fin à sa complicité avec les violations d'Israël du droit international », a déclaré le directeur de la Campagne de Solidarité avec la Palestine, Ben Jamal.

« C'est un rappel à toutes les organisations sportives de leur responsabilité à s'assurer que leurs relations commerciales reflètent les obligations qui sont les leurs à savoir d'agir de manière éthique et de ne pas se rendre complice de violations des droits ».

Traduction : BP pour BDS France

Source : The Electronic Intifada

Des organisations universitaires et scientifiques palestiniennes appellent à couper les liens avec le séminaire parrainé par AnyVision

Par les organisations universitaires et scientifiques palestiniennes / Etat espagnol, Etats-Unis, le 24 juillet 2020

Les Palestiniens exhortent les universitaires et institutions internationales à ne pas apporter leur soutien au séminaire organisé avec une entreprise israélienne de technologie de reconnaissance faciale impliquée dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens.

Nous, organisations palestiniennes universitaires, scientifiques et de recherche soussignées appelons les universitaires et institutions universitaires internationales à s'abstenir de participer ou d'apporter leur soutien de quelque façon que ce soit au séminaire de la « Juste Reconnaissance et Analyse faciale » à la Conférence Européenne de Vision par Ordinateur de 2020 et au défi associé 'Regarder la Juste Reconnaissance Faciale des Gens'.

Ce séminaire, qui se tiendra en ligne le 28 août, et le défi sont organisés avec AnyVision, société israélienne de technologie de reconnaissance faciale directement impliquée dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens.

AnyVision travaille main dans la main avec l'armée israélienne, fournissant une technologie d'espionnage et de surveillance des Palestiniens qui vivent depuis des décennies sous l'occupation militaire et le régime oppressif d'apartheid d'Israël.

AnyVision fournit sa technologie de reconnaissance faciale pour les checkpoints militaires israéliens en territoire palestinien occupé. Le réseau israélien de checkpoints militaires dénie à nous Palestiniens notre droit à la liberté de circulation, sépare les villes et villages palestiniens les uns des autres et sert à contrôler, surveiller et collecter

des données sur les Palestiniens.

AnyVision entretient aussi les caméras de surveillance pour l'armée israélienne jusqu'au fin fond de la Cisjordanie occupée. La technologie d'AnyVision sert à espionner les Palestiniens et permet le ciblage illégal des civils palestiniens par l'armée israélienne. AnyVision, dirigée par d'anciens membres de l'armée et du renseignement israéliens, peut vendre sa technologie comme « concrètement testée » sur les Palestiniens.

En mars dernier, Microsoft a annoncé qu'il se désinvestirait d'AnyVision, à la suite d'un rapport d'enquête qui remettait en cause son investissement dans la société et une campagne mondiale de revendication conduite par Voix Juive pour la Paix aux Etats Unis et une vaste coalition d'organisations de défense des droits de l'être humain et des libertés civiques.

Des appels publics à une interdiction de la technologie de reconnaissance faciale se répandent à cause du caractère invasif inhérent à cette technologie, l'utilisation par les forces de police et de l'armée de cette surveillance de masse, le profilage et le ciblage racial des militants, et son impact disproportionné sur les communautés noires et bronzées.

Les grosses sociétés, dont IBM, Amazon et Microsoft, se sont récemment retirées de cette technologie au vu de ces considérations.

AnyVision a parrainé les prétentions du séminaire d'examiner « l'analyse du parti-pris et les méthodes d'atténuation » pour créer « des systèmes de reconnaissance et d'analyse faciale plus justes ».

Nous sommes inquiets de voir des universités européennes, dont l'Université de Barcelone, l'Université Autonome de Barcelone et l'Université Ouverte de Catalogne, ainsi que des universités internationales impliquées dans un séminaire dont le but est clairement de réhabiliter l'image d'AnyVision ainsi que celle de la technologie de reconnaissance faciale en général.

En tant qu'érudits, savants et chercheurs palestiniens obligés d'affronter au quotidien l'oppression israélienne, nous appelons :

*** La Conférence Européenne sur la Vision par Ordinateur ECCV'20 à ne pas héberger le séminaire de « Juste Reconnaissance et Analyse Faciale »,**

*** l'Université de Barcelone, l'Université Autonome de Barcelone et l'Université Ouverte de Catalogne à retirer leur soutien au séminaire de « Juste Reconnaissance et Analyse**

Faciale ,

*** les orateurs invités à annuler leur participation à ce séminaire,**

*** les universitaires internationaux à se retenir de participer au séminaire de « Juste Reconnaissance et Analyse Faciale » et au défi associé parrainé par AnyVision de « Regard sur la Juste Reconnaissance Faciale des Gens ».**

Nous réitérons l'appel péremptoire de la société civile palestinienne à mettre fin à tous les liens avec AnyVision.

Signataires :

Fédération Palestinienne des Syndicats de Professeurs et personnels d'Université (PEUUPE) qui représente plus de 6.000 membres du personnel des universités palestiniennes dans 13 institutions d'éducation supérieure dans le territoire palestinien occupé.

Académie Palestinienne de Sciences et de Technologie (PaLAST), institution nationale qui sert de tutelle à quantité de projets et d'innovations dont le but est de faire progresser la science, la technologie et l'innovation en Palestine, dont :

*** la Société Palestinienne de Mathématiques**

*** la Société Palestinienne de Physique (PPS)**

*** la Société Palestinienne de Chimie**

*** la Société Palestinienne de Biologie**

*** la Société de Production et de Protection des Plantes**

Centre Bisan de Recherche et de Développement, organisation progressiste de Recherche et de Développement de la Société Civile Palestinienne qui fournit une connaissance de recherche essentielle sur les questions stratégiques et émergentes liées au développement de la Palestine.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BDS Movement

Les actionnaires d'AXA ressentent la menace d'une pression accrue de la part des militants

Par BDS Movement, le 26 juillet 2020

Près de 5000 personnes de toute l'Europe ont écrit aux représentants d'AXA, avant la réunion 2020 des actionnaires de la société le mois dernier, pour les inciter à soutenir la fin des investissements de la compagnie dans les banques israéliennes profondément impliquées dans l'oppression des Palestiniens.

La coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid [Arrêtez l'aide d'AXA à l'apartheid israélien] veut que la compagnie mette complètement fin à sa complicité dans les violations des droits humains par Israël, qui sont en conflit avec les propres politiques d'« investissement responsable » de la compagnie.

Plus de douze défenseurs éminents des droits humains de cinq pays différents ont diffusé des vidéos appelant AXA à désinvestir, y compris l'artiste Code Rouge, le juriste Ghislain Poissonnier et l'ancienne députée de Die Linke (Allemagne) Annette Groth.

[Vidéo de Alima Boumediene-Thiery – avocate, ancienne parlementaire et militante des droits humains]

AXA a fait des changements significatifs dans son investissement dans des compagnies qui sont profondément impliquées dans l'apartheid israélien. Au cours des dix-huit derniers mois, AXA a réduit ses actions dans Equitable Holdings, la compagnie directement investie dans Elbit Systems, de 64% à seulement 9%. Mais AXA a augmenté ses investissements directs dans trois banques israéliennes : Mizrahi Tefahot Bank, Bank Leumi et Israel Discount Bank. Ces trois banques sont sur la base de données des Nations Unies des compagnies impliquées dans des affaires avec l'entreprise illégale de colonisation israélienne.

En conséquence, la coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid a accru ses actions dans la période précédant la

réunion des actionnaires d'AXA pour garantir que le désinvestissement de l'apartheid israélien soit à l'ordre du jour.

Des appels à AXA en faveur du désinvestissement figuraient aussi dans les manifestations contre les plans d'Israël d'annexer formellement de larges pans du territoire palestinien occupé.

À Madrid, Bruxelles et Anvers le 18 juin, des militants des droits humains ont protesté devant les sièges d'AXA appelant au désinvestissement des trois banques israéliennes et à un désinvestissement total de Equitable Holdings. Le 26, des militants de Berlin ont manifesté contre AXA, et de même à Paris quelques jours plus tard.

Des milliers ont regardé le webinar préparé par Intal Globalize Solidarity, avec Fayrouz Sharqawi de Grassroots Jerusalem, Alys Samson Estapé, coordinatrice Europe du comité national palestinien BDS et Jasper Thys, membre d'Intal.

Pendant la réunion des actionnaires d'AXA, la coalition a repris le hashtag officiel #AXAG2020.



Le PDG d'AXA, Thomas Buberl, affirme que sa compagnie « agit pour le progrès humain en protégeant ce qui est important ». Compte tenu de la complicité d'AXA dans l'Apartheid israélien contre les Palestiniens, est-ce que les droits humains palestiniens importent à AXA ?

AXA a pris des mesures importantes vis-à-vis du changement climatique. En 2015, le groupe AXA a été le premier à s'engager à désinvestir des carburants fossiles, en présentant en 2020 une nouvelle stratégie pour le climat. Si ce sont des mesures positives, elles témoignent d'une interprétation hypocrite de la justice climatique, étant donné la complicité persistante d'AXA dans de graves violations des droits humains palestiniens. Comme Abeer Butmeh, coordinatrice du réseau d'ONG palestiniennes pour l'environnement, l'a dit :

« Pour les Palestiniens, le changement climatique n'est pas seulement un phénomène naturel, mais aussi un phénomène politique. Le régime d'occupation et d'apartheid d'Israël, qui nous dénie le droit de gérer notre terre et nos ressources, exacerbe la crise climatique à laquelle les Palestiniens sont confrontés, nous rendant plus vulnérables aux événements reliés au climat. »

En Cisjordanie occupée, Israël vole et détruit systématiquement les ressources de terre et d'eau

palestiniennes. Israël contrôle plus de 60 % des terres en Cisjordanie, où 640 000 Israéliens vivent maintenant dans des colonies illégales. Les colons israéliens consomment six fois plus d'eau que les 2,9 millions de résidents palestiniens de Cisjordanie. Israël a aussi déraciné 800 000 oliviers depuis 1967. L'apartheid israélien n'est pas « vert ».

En investissant dans des banques israéliennes complices qui contribuent à construire et à financer des colonies israéliennes illégales, AXA est impliquée dans des crimes de guerre contre les Palestiniens autochtones.

AXA a aussi investi dans la recherche pour lutter contre la pandémie de COVID-19, mais cette recherche n'atténue ni n'excuse les dommages des investissements d'AXA dans les violations sérieuses des droits humains par Israël. Pendant cette période difficile, l'accès aux soins devrait être garanti sans restrictions, mais Israël continue sa répression brutale des Palestiniens et le vol de leurs terres malgré la pandémie.

C'est précisément le #CoronaRacism d'Israël et ses politiques d'apartheid qui rendent les Palestiniens encore plus vulnérables au COVID-19. Non seulement AXA contribue à privatiser les soins, elle met en danger les vies palestiniennes. En investissant dans l'apartheid et l'occupation israéliens, AXA bloque l'accès des Palestiniens à la santé.

Bien qu'AXA soit signataire de la Convention mondiale des Nations Unies, elle viole ses principes en montrant une totale indifférence envers les droits humains. Le rapport des actionnaires d'AXA, de fait, ne mentionne pas une seule fois les droits humains.

Les manifestations et les campagnes de pression publiques qui exposent l'implication commerciale d'AXA dans les violations sérieuses des droits humains par Israël dans les territoires palestiniens occupés augmenteront jusqu'à ce qu'AXA se déinvestisse totalement des banques israéliennes complices et mette fin à son investissement dans Equitable Holdings.

Nous demandons à tous ceux intéressés, en particulier les personnes de conscience, les syndicats, les espaces et les entreprises communautaires qui s'assurent chez AXA et se préoccupent des droits humains, de nous contacter à : alys@bdsmovement.net.

Traduction : CG pour BDS France

Source : BDS Movement

Boycott des produits israéliens : ces éléments qui ont fait pencher la CEDH

Par Ghislain Poissonnier, le 23 juillet 2020

Par un arrêt du 11 juin dernier, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France dans une affaire de boycott de produits israéliens au nom de la liberté d'expression. Ghislain Poissonnier, magistrat, identifie six éléments qui ont fait pencher la balance en faveur du droit d'appeler au boycott.

L'interdiction par les autorités judiciaires françaises de l'appel au boycott des produits israéliens lancé par des militants associatifs était-elle nécessaire dans une société démocratique ? C'est à cette question que devait répondre la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), au regard de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit la liberté d'expression, tout en rendant possible, dans certaines conditions, des restrictions à l'exercice de cette liberté.

La Cour d'appel de Colmar en 2013 et la Cour de cassation en 2015 avaient répondu positivement.

Dans son arrêt Baldassi du 11 juin 2020, la CEDH y répond négativement

Le sort de la campagne BDS (pour Boycott, Désinvestissement, Sanctions) qui appelle les consommateurs à boycotter les produits en provenance d'Israël en vue d'obtenir le respect du droit international par cet Etat était en jeu.

La Cour condamne la France – ses autorités judiciaires – pour avoir violé la liberté d'expression des militants réclamant le boycott des produits israéliens.

Interdiction pénale d'un côté, autorisation de principe de l'autre : quels sont les éléments qui, à Strasbourg, ont fait pencher la balance en faveur de la liberté d'expression ?

Dans la motivation retenue par la CEDH, au moins six éléments susceptibles d'avoir fait la différence peuvent être recensés.

L'existence d'une pratique courante du boycott

Le boycott par les consommateurs des produits en provenance d'Etats dont la politique gouvernementale est critiquée constitue une pratique militante ancienne et reconnue. Depuis le 19^{ème} siècle, l'histoire contemporaine est jalonnée de mouvements de boycott lancés par la société civile visant à obtenir des avancées politiques. Le boycott des produits britanniques à la demande de Gandhi dans les années 30 et celui des produits de l'apartheid sud-africain dans les années 70 restent les exemples les plus connus.

L'appel au boycott des produits originaires d'un Etat n'a donc en soi rien d'illégal.

Comme le dit la CEDH, « le boycott est avant tout une modalité d'expressions d'opinions protestataires. L'appel au boycott, qui vise à communiquer ces opinions tout en appelant à des actions spécifiques qui leurs sont liées, relève donc en principe de la protection de l'article 10 de la Convention » (§63 de l'arrêt Baldassi).

L'importance de l'information du consommateur

Dans un régime démocratique, il est important que les consommateurs soient informés des caractéristiques des produits qui sont proposés à la vente. Cette information permet de les éclairer sur leur choix de consommation. Parmi ces caractéristiques, l'origine géographique des produits est un élément d'importance et les consommateurs peuvent être conduits à ne pas acheter des produits en provenance d'Etats où ont lieu des pratiques qui heurtent leurs convictions. Une préoccupation grandissante à l'heure où les pratiques de consommation se veulent plus éthiques.

Selon les juges européens, « c'est manifestement pour provoquer ou stimuler le débat parmi les consommateurs des supermarchés que les requérants ont mené les actions d'appel au boycott qui leur ont valu les poursuites qu'ils dénoncent devant la Cour » (§70 de l'arrêt Baldassi).

La CEDH aurait d'ailleurs pu sur ce point se référer à l'arrêt Psagot (C-363/18) de la Cour de justice de l'Union européenne du 12 novembre 2019 validant l'étiquetage spécifique des produits des colonies israéliennes installées en territoire

palestinien. Dans cet arrêt, il est précisé que « les consommateurs sont susceptibles de prendre leurs décisions d'achat en tenant compte de considérations liées au fait que les denrées alimentaires en cause au principal proviennent de colonies de peuplement établies en violation des règles du droit international humanitaire. » (§55 de l'arrêt Psagot).



Photo : ©18mm/AdobeStock

La distinction entre un discours de haine et un discours politique

Dans un régime démocratique, les citoyens ne doivent pas être inquiétés pour leurs opinions politiques et pour les discours politiques qu'ils sont amenés à tenir publiquement. Ces discours sont protégés par la liberté d'expression. En revanche, les discours véhiculant le racisme, l'antisémitisme, la haine, la violence ou l'intolérance doivent pouvoir être restreints et même interdits. Telle est la position de la CEDH depuis l'arrêt Perinçek rendu le 15 octobre 2015.

Or, les militants du mouvement BDS appellent au boycott des produits israéliens afin de faire pression sur l'Etat d'Israël pour qu'il respecte le droit international et les droits humains de la population palestinienne. Le but de ce mouvement, qui s'inspire de la lutte contre l'apartheid sud-africain par l'usage de moyens de lutte non violents, n'est pas de diffuser la haine contre les personnes, juives ou israéliennes.

La CEDH relève que « les requérants n'ont pas été condamnés pour avoir proféré des propos racistes ou antisémites ou pour avoir appelé à la haine ou à la violence » (§ 71 de l'arrêt Baldassi). Leurs « actions et propos (...) relevaient de l'expression politique et militante » (§78 de l'arrêt Baldassi) et bénéficiaient de la protection de la Convention.

Un sujet d'intérêt général

Dans un régime démocratique, les citoyens doivent pouvoir débattre des sujets d'intérêt général ou d'intérêt public. Les sujets de politique internationale en font partie, y compris le conflit israélo-palestinien et les moyens de le résoudre. Nombre de partis politiques et d'associations se positionnent sur ce conflit et font des propositions, dont certaines consistent à sanctionner Israël et les colonies

israéliennes. Sur ces sujets, les opinions doivent pouvoir être exprimées librement et cette expression contribue au débat dont la vitalité nourrit la démocratie. Il n'y a guère de place pour les restrictions à la liberté d'expression dans le domaine du discours politique ou des questions d'intérêt général.

En l'espèce, comme le note la CEDH, « les actions et les propos reprochés aux requérants concernaient un sujet d'intérêt général, celui du droit international public par l'Etat d'Israël et de la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés et s'inscrivaient dans un débat contemporain, ouvert en France comme dans toute la communauté internationale » (§78 de l'arrêt Baldassi).

Un consensus international sur le fait que le débat sur le boycott est couvert par la liberté d'expression

Dans son rapport d'activité aux membres de l'Assemblée générale des Nations unies, du 20 septembre 2019 (A/74/358), le rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction a souligné « qu'en droit international, le boycottage est considéré comme une forme légitime d'expression politique et que les manifestations non violentes de soutien au boycott relèvent, de manière générale, de la liberté d'expression qu'il convient de protéger ».

La CEDH se réfère à cette position, comme à celle de la Fédération internationale des droits de l'homme et la Ligue des droits de l'homme (§ 79 de l'arrêt Baldassi). Elle aurait pu aussi mentionner Amnesty International ou Human Rights Watch. Toutes ces organisations se sont déclarées favorables à la protection du droit au boycott des produits issus d'un Etat dont la politique gouvernementale serait mise en cause par la société civile. Telle semble également être la position officielle de l'UE, puisque sa haute représentante pour les Affaires étrangères, Mme Federica Mogherini, a indiqué le 15 septembre 2016 que « l'UE se situe fermement dans le soutien à la liberté d'expression et d'association conformément à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui s'applique sur le territoire des Etats membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire ».

L'existence de précédents jurisprudentiels

La Cour de cassation est, parmi les régimes démocratiques, la seule Cour suprême à avoir validé une pénalisation de l'appel au boycott.

La Cour constitutionnelle allemande s'est prononcée en faveur d'un droit au boycott en 1958 : Lüth, 1 BvR 400/51, 15 janvier 1958.

En 1982, la Cour suprême américaine a jugé conforme à la constitution la pratique de l'appel au boycott de commerces refusant d'embaucher du personnel noir : **NAACP v. Claiborne Hardware Co.**, 458 U.S. 886, 2 juillet 1982.

Enfin, en 2018, la Cour d'appel d'Angleterre et du Pays de Galles a reconnu que l'appel au boycott des produits israéliens constitue une modalité légale d'expression d'une opinion : EWCA Civ 1551, 3 juillet 2018, Jewish Rights Watch c/ Leicester City Council.

L'isolement de la Cour de cassation sur le sujet a pesé, comme le révèle la lecture de l'opinion en partie dissidente et en partie concordante de la juge O'Leary dans l'affaire Baldassi. La juge y évoque également la résistance des juges du fond français à cette pénalisation dans des décisions du TGI de Paris (8 juil. 2011, n° 09-18708077) et de la Cour d'appel de Paris (pôle 2, ch. 7, 24 mai 2012, n° 11/6623), selon lesquelles l'appel au boycott relève de la critique légitime de la politique d'un Etat.

Source : Actu-juridique

Exhortez Cara Delevingne pour qu'elle prenne position pour

La justice à Puma

Par Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 25 juin 2020

Agissez pour exhorter l'ambassadrice de la marque Puma et de l'égalité pour tous, Cara Delevingne, à se joindre à toutes celles et ceux qui, dans le monde, demandent à Puma de mettre fin à son soutien au régime raciste d'apartheid d'Israël qui opprime les Palestiniens.

L'actrice et mannequin britannique, Cara Delevingne, est connue pour utiliser sa plate-forme pour la défense de la justice et de l'égalité pour tous.

Elle est une défenseuse des droits LGBTQIA+ et de la justice de genre.

Elle a condamné le racisme institutionnalisé, se joignant ce mois-ci aux manifestations de *Black Lives Matter* (Les vies noires comptent) à Los Angeles, et se faisant l'écho des appels à #DefundPolice.

Elle a établi des parallèles entre le soulèvement mondial d'aujourd'hui, conduit par les Noirs contre le racisme, et le soulèvement de Stonewall du 27 juin 1969, où une femme noire, transgenre, Marsha P. Johnson, a conduit la révolte contre le harcèlement et la violence de la police à l'encontre des communautés homosexuelles.

Remercions Cara Delevingne, ambassadrice de marque pour Puma, d'avoir plaidé pour la justice et exhortons-la à nous rejoindre pour dire à Puma de mettre fin à son soutien à l'apartheid israélien.

Exhortez Cara Delevingne pour qu'elle transmette à Puma son message de justice et d'égalité pour tous. (tweet)

Puma soutient les colonies de peuplement illégales israéliennes qui obligent les familles palestiniennes à quitter leurs maisons. Les colonies sont des confiscations et expropriations de terres et elles sont illégales en vertu du droit international. Elles volent aux Palestiniens leurs ressources naturelles et elles créent des obstacles à leur accès à l'eau potable et aux services médicaux, les rendant encore plus vulnérables en cas de pandémie.

C'est un apartheid.

Cara Delevingne a récemment publié une collection spéciale « *De Puma avec amour* » pour le Mois de la fierté.

Il n'y a aucune fierté dans un apartheid. Il n'y a pas d'amour quand on nie les droits fondamentaux de tout un peuple à cause de ce qu'il est.

Cara Delevingne se dit « fière de faire partie d'une génération qui lutte sans relâche pour l'égalité ».

Exhortez Cara Delevingne à porter la lutte pour l'égalité jusque chez Puma. (tweet)

Cara Delevingne a voix au chapitre chez Puma.

Alors qu'Israël fait avancer ses plans imminents pour annexer en toute illégalité des parties du territoire palestinien occupé, et notamment les colonies de peuplement illégales que soutient Puma, nous avons besoin d'elle pour utiliser sa voix en faveur de l'égalité pour tous. Nous avons besoin d'elle pour demander à Puma de mettre fin à tout soutien aux vols illégaux par Israël de la terre palestinienne.

Pas sur Twitter ? Partagez l'image ci-dessus et le texte ci-dessous avec Cara Delevingne sur Facebook et Instagram.

Je suis avec vous, @Caradelevingne, dans la lutte pour l'égalité pour tous !

Rejoignez les appels mondiaux sur @Puma pour mettre fin au soutien des colonies de peuplement illégales israéliennes qui chassent les Palestiniens hors de leurs maisons.

Pas de fierté dans un apartheid. #PrideMonth #BoycottPuma

Traduction : BP pour BDS FRANCE

Source : BDS Movement

**Les Palestiniens renouvellent
leur appel au boycott de la
société israélienne de
reconnaissance faciale**

AnyVision

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 23 juin 2020

La société civile palestinienne soutient tous les appels à une interdiction totale de la technologie de reconnaissance faciale et elle réitère son appel aux autorités locales, aux entreprises, aux universités à mettre fin immédiatement à tous leurs liens avec la société israélienne AnyVision pour son implication dans les crimes contre les Palestiniens.

Le comité national palestinien du BDS (BNC), la plus large coalition de la société palestinienne, soutient de façon ferme toutes celles et ceux qui exigent une interdiction totale de la technologie de reconnaissance faciale. Dans le même temps, nous réitérons notre appel à boycotter la société israélienne de reconnaissance faciale AnyVision en raison de son implication particulière dans les crimes contre les Palestiniens.

La reconnaissance faciale est une technologie hautement invasive qui est utilisée par la police et les forces armées dans une surveillance de type Dragnet, avec un profilage racial et un ciblage des militants. Elle a un impact disproportionnée sur les communautés noires et brunes.

Elle est devenue de plus en plus toxique, grâce au soulèvement incité par les Noirs contre le racisme systémique et la brutalité policière aux États-Unis et grâce au travail de longue date, à travers le monde, des groupes antiracistes, de défense des droits civils et de la vie privée.

Certaines villes des États-Unis ont institué des interdictions, ou discutent d'une interdiction, de la technologie de reconnaissance faciale, et de grandes entreprises ont récemment veillé à s'en écarter publiquement. IBM a déclaré qu'elle mettait fin à ses recherches sur la reconnaissance faciale, tandis qu'Amazon et Microsoft ont suspendu leurs ventes de cette technologie aux forces de police jusqu'à ce qu'une réglementation fédérale soit instituée.

Bien que ces mesures représentent un tournant important, elles sont loin pourtant de constituer une interdiction totale de la technologie de reconnaissance faciale. Une technologie dangereuse, intrusive, insidieuse ne peut pas être transformée en une force bénéfique. Nombre de ces mêmes sociétés de technologies ont fait pression pour bloquer toutes nouvelles législations ou ont plaidé pour une législation édulcorée afin

de protéger leurs intérêts commerciaux tout en feignant de se préoccuper des droits civils.

Alors que certaines sociétés de technologies états-uniennes se retiraient de la reconnaissance faciale, la société israélienne AnyVision a plutôt doubler la mise, déclarant qu'elle n'avait pas l'intention de quitter les affaires, et qualifiant la position d'IBM de « *ridicule* » et l'accusant de « *lever les mains en signe reddition* ».

AnyVision fournit à l'armée israélienne sa technologie de reconnaissance faciale pour les check-points militaires dans les territoires palestiniens occupés, et elle entretient les caméras de surveillance pour l'armée israélienne au coeur de la Cisjordanie. Cette technologie sert à espionner les Palestiniens et elle permet à l'armée israélienne de prendre les civils pour cibles en toute illégalité. AnyVision, qui est dirigée par un vétéran de l'armée et des renseignements israéliens, est en mesure de commercialiser sa technologie comme « *testée sur le terrain* », donc sur les Palestiniens qui vivent sous l'occupation militaire d'Israël et son régime d'apartheid oppressif.

En mars dernier, Microsoft s'est séparé d'AnyVision après une campagne mondiale conduite par *Une Voix juive pour la paix*.

Il est temps de mettre un terme à l'utilisation de cette technologie nocive.

Nous renouvelons nos appels aux autorités locales, aux entreprises, aux universités et aux centres de recherche pour qu'ils mettent fin immédiatement à tous leurs liens avec AnyVision jusqu'à ce qu'une interdiction complète de cette technologie insidieuse soit instituée.

Traduction : BP pour BDS France

Source : BDS Movement

**À la veille de l'AG d'AXA,
disons à AXA : arrêtez de**

financer l'apartheid israélien !

Par BDS Movement, le 5 juin 2020

À la veille de l'assemblée générale des actionnaires d'AXA, le 30 juin, exigez que le groupe se désinvestisse des sociétés qui sont complices de l'apartheid israélien, pendant que la COVID-19 et l'annexion israélienne aggravent encore les menaces pour les Palestiniens.

La société d'assurance française **AXA va tenir son assemblée générale annuelle le 30 juin**. Nous devons faire en sorte que son désinvestissement de l'apartheid israélien figure en tête de son ordre du jour. Bien qu'elle revendique sa responsabilité sociale, AXA a presque triplé ses investissements dans trois banques israéliennes qui financent les colonies de peuplement illégales d'Israël.

AXA détient également 9,03 % dans Equitable Holdings qui **investit dans cinq banques israéliennes complices et dans la plus grande entreprise d'armement privée d'Israël**, Elbit Systems, qui vante les mérites de ses armes et de ses technologies de surveillance comme étant « *testées sur le terrain* », c'est-à-dire, sur les Palestiniens.

Tout récemment, ces cinq banques israéliennes ont figuré dans la liste, éditée par les Nations-Unies, des sociétés complices impliquées dans l'entreprise coloniale illégale d'Israël.

Israël ayant projeté d'annexer des pans entiers de la Cisjordanie palestinienne occupée, la nécessité pour AXA de mettre fin à sa complicité devient encore plus urgente. Les trois banques israéliennes que finance AXA assurent des financements aux colonies illégales qu'Israël veut annexer. Elbit Systems équipe le mur d'apartheid d'Israël qui lui permet de voler des terres et de dénier tous droits humains aux Palestiniens.

Trois mesures à prendre pour être sûrs que les actionnaires d'AXA sachent pourquoi ils doivent se désinvestir :

1 – **un embouteillage d'emails** : utilisez le formulaire sur le côté droit de cette page (à la source) pour envoyer un email au PDG d'AXA en Europe qui participera à l'AG des actionnaires d'AXA le 30 juin, pour leur demander de se désinvestir.

2 – **une tempête sur les médias sociaux** : partagez sur les

médias sociaux l'appel à AXA au désinvestissement avec ces deux tweets : tweet 1, tweet 2 (à la source)

3 – **Appel en vidéo au désinvestissement** : suivez nos médias sociaux pour voir les vidéos de personnalités éminentes appelant AXA à se désinvestir, et partagez-les avec les hashtags :

#AXADivest, **#AxaSolidarityResponse** ou **#AXAHeartsinAction** (voir l'exemple ci-dessous)

Vidéo : Ghislain Poissonier, magistrat français

Vidéo : Annette Groth, ancienne députée de DIE LINKE (Allemagne)

AXA investit dans la recherche pour combattre la COVID-19, mais cette recherche n'atténue aucunement les dommages causés par les investissements d'AXA dans l'apartheid d'Israël. Israël poursuit sa répression brutale et le vol des terres palestiniennes en dépit de la pandémie, et ce sont précisément les choix politiques de l'apartheid d'Israël qui font que les Palestiniens sont encore plus vulnérables à la COVID-19.

Notre campagne a un impact. Depuis son lancement, AXA a cédé ses parts dans Elbit Systems et à la banque Hapoalim. AXA a aussi considérablement réduit sa participation dans Equitable Holdings, désormais une société indépendante dont AXA détient 9,03 %. **Mais les investissements d'AXA dans les trois banques israéliennes ont presque triplé !** Aidez-nous à faire en sorte que les actionnaires d'AXA entendent bien notre message, et agissent.

Traduction : BP pour BDS FRANCE

Source : Bds Movement

La Cour européenne des droits de l'homme porte un coup

majeur à la guerre d'Israël contre la solidarité envers la Palestine

Par Palestinian BDS National Committee (BNC) / France, le 11
juin 2020

La CEDH rend à l'unanimité un arrêt selon lequel la condamnation pénale par la juridiction française la plus haute de partisans du boycott d'Israël viole l'article relatif à la liberté d'expression de la Convention européenne des droits de l'homme.

- La CEDH rend à l'unanimité un arrêt selon lequel la condamnation pénale par la juridiction française la plus haute de partisans du boycott d'Israël viole l'article relatif à la liberté d'expression de la Convention européenne des droits de l'homme.
- Cette décision a des implications majeures concernant la répression du BDS par les États en Europe, notamment en Allemagne, où les défenseurs des droits des Palestiniens subissent de graves restrictions de leurs droits civiques.

Ramallah, territoire palestinien occupé – La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu aujourd'hui à l'unanimité un arrêt selon lequel la condamnation en 2015 par la juridiction française la plus haute de militants du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) appelant au boycott non violent de produits israéliens violait l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne des droits de l'homme.

Réagissant à cette information, Rita Ahmad, du mouvement BDS dirigé par les Palestiniens, a dit :

Cet arrêt de Cour d'une grande portée constitue une victoire décisive de la liberté d'expression, des défenseur·es des droits humains et du mouvement BDS pour la liberté, la justice

et l'égalité pour les Palestiniens. Il confirme une position de l'Union européenne en 2016 qui défend le droit d'appeler au BDS contre Israël pour réaliser les droits des Palestiniens dans le respect du droit international.

C'est un coup juridique majeur porté au régime d'apartheid et à la guerre d'Israël contre le BDS. À la demande d'Israël, les gouvernements européens, particulièrement en France et en Allemagne, ont instauré un climat menaçant de brimades et de répression pour réduire au silence les militant·es solidaires de la Palestine.

L'arrêt de la CEDH survient à une période où se généralisent les condamnations des projets d'Israël visant à annexer officiellement de vastes zones du territoire palestinien occupé. Réagissant à ces projets et à la politique israélienne constante d'apartheid et d'annexion de facto, la société civile palestinienne a rappelé aux États leurs obligations d'adopter des "contre-mesures légales", dont une interdiction du "commerce des armes et de la coopération dans les domaines militaires et de sécurité avec Israël" et du commerce avec les colonies illégales d'Israël.

En 2009 et 2010, en France, onze militants avaient participé à des protestations pacifiques dans des supermarchés, lançant un appel au boycott des produits israéliens en solidarité avec la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité. Des juridictions françaises les ont condamnés pour "incitation à la discrimination".

Rita Ahmad a dit :

Au moment où des citoyen·nes européen·nes, inspiré·es par le soulèvement de Black Lives Matter aux États-Unis, s'en prennent à l'héritage odieux du colonialisme européen, la France, l'Allemagne et d'autres pays de l'UE doivent mettre fin à leur répression raciste des défenseur·es des droits humains qui font campagne pour les droits humains des Palestiniens et pour la fin de l'apartheid israélien.

L'Europe est fortement complice de la politique d'Israël : occupation, siège de Gaza, lent nettoyage ethnique des Palestiniens indigènes de Jérusalem, de la vallée du Jourdain et d'ailleurs. Tant que cette complicité durera, les campagnes BDS dureront aussi.

Nous saluons les militant·es solidaires de la Palestine en France qui, malgré la répression anti-palestinienne, ont fait efficacement campagne contre l'apartheid israélien et contre les sociétés complices des crimes de guerre israéliens envers les Palestiniens, notamment AXA, Veolia et Orange.

Le Comité national palestinien BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société palestinienne et dirige le mouvement BDS mondial et non violent pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. Le mouvement BDS rejette toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

Contexte de la procédure judiciaire (source: site de la CEDH) :

Baldassi et autres c. France (requête no 15271/16, 15280/16, 15282/16, 15286/16, 15724/16, 15842/16 et 16207/16),

Les onze requérants sont : MM. Jean-Michel Baldassi, Henri Eichholtzer, Mmes Aline Parmentier, Sylviane Mure, MM. Nohammad Akbar, Maxime Roll, Mme Laila Assakali, MM. Yahya Assakali, Jacques Ballouey, Mmes Habiba El Jarroudi, et Farida Sarr-Trichine. Les requérants sont de nationalité française, sauf M. Nohammad Akbar et Mme Habiba El Jarroudi, qui sont de nationalités afghane et marocaine. M. Eichholzer et Mme Parmentier résident à Habsheim et Zillisheim, respectivement. M. Jacques Ballouey résidait à Mulhouse, comme les autres requérants.

Ces affaires concernent la plainte de militants de la cause palestinienne pour leur condamnation pénale pour incitation à la discrimination économique, en raison de leur participation à des actions appelant à boycotter les produits importés d'Israël dans le cadre de la campagne BDS « Boycott, Désinvestissement et Sanctions ».

Les requérants font partie du « Collectif Palestine 68 », qui relaie localement la campagne internationale « Boycott, Désinvestissement et Sanctions » (« BDS »). Cette campagne a été initiée le 9 juillet 2005 par un appel émanant d'organisations non-gouvernementales palestiniennes, un an après l'avis rendu par la Cour internationale de Justice selon lequel « l'édification du mur qu'Israël, puissance occupante, est en train de construire dans le territoire palestinien occupé, y compris l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem Est, et le régime qui lui est associé, sont contraires au droit international ».

Le 26 septembre 2009, cinq des requérants participèrent à une action à l'intérieur de l'hypermarché [C.] d'Illzach, appelant au boycott des produits israéliens, organisée par le collectif Palestine 68. Ils exposèrent des produits qu'ils estimaient être d'origine israélienne dans trois caddies placés à la vue des clients et distribuèrent des tracts. Un événement similaire fut organisé par le collectif Palestine 68 le 22 mai 2010 dans le même hypermarché. Huit des requérants y prirent part. Les participants présentèrent en outre une pétition à la

signature des clients de l'hypermarché invitant celui-ci à ne plus mettre en vente des produits importés d'Israël.

Le procureur de la République de Colmar cita les requérants à comparaître devant le tribunal correctionnel de Mulhouse pour avoir, entre autres, provoqué à la discrimination, délit prévu par l'article 24, alinéa 8, de la loi du 29 juillet 1881.

Par deux jugements du 15 décembre 2011, le tribunal correctionnel de Mulhouse relaxa les requérants. Par deux arrêts rendus le 27 novembre 2013, la Cour d'appel de Colmar infirma les jugements en ce qu'ils relaxaient les requérants. Elle les déclara coupable du délit de provocation à la discrimination.

Concernant les événements du 26 septembre 2009, la cour d'appel condamna chacun des cinq prévenus à une amende de 1 000 EUR avec sursis et au paiement in solidum à chacune des quatre parties civiles recevables (la ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, l'association avocats sans frontières, l'association alliance France-Israël et le bureau national de vigilance contre l'antisémitisme) de 1 000 EUR pour préjudice moral, et de 3 000 EUR sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale (frais exposés par les parties civiles et non payés par l'État).

Concernant les événements du 22 mai 2010, la cour d'appel condamna chacun des neuf prévenus à une amende de 1 000 EUR avec sursis et au paiement in solidum à trois des parties civiles (la ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, l'association avocats sans frontières et l'association alliance France-Israël), chacune, de 1000 EUR pour préjudice moral et de 3 000 EUR sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale (frais exposés par les parties civiles et non payés par l'État).

Par deux arrêts du 20 octobre 2015, la chambre criminelle de la Cour de cassation rejeta les pourvois formés par les requérants, qui invoquaient notamment la violation des articles 7 et 10 de la Convention. Elle jugea en particulier que la cour d'appel avait justifié sa décision, dès lors qu'elle avait relevé, à bon droit, que les éléments constitutifs du délit prévu par l'article 24, alinéa 8, de la loi du 29 juillet 1881 étaient réunis, et que l'exercice de la liberté d'expression, proclamée par l'article 10 de la Convention, pouvait être, en application du second alinéa de ce texte, soumis à des restrictions ou sanctions constituant, comme en l'espèce, des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la défense de l'ordre et à la protection des droits d'autrui.

Invoquant l'article 7 (pas de peine sans loi) de la Convention, les requérants se plaignent d'avoir été condamnés sur le fondement de l'article 24, alinéa 8, de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse pour incitation à la discrimination économique alors que ce texte ne vise pas la discrimination économique. Invoquant l'article 10 (liberté d'expression), ils se plaignent de leur condamnation pénale en raison de leur participation, dans le contexte de la campagne BDS, à des actions appelant au boycott des produits originaires d'Israël.

Traduction : SM pour BDS France

Source : BDS Movement

Les Speed Sisters à la Série W de courses de femmes : S'il vous plaît, abandonnez Puma

Agissez pour envoyer cette lettre aux pilotes de la série W !

Chère Catherine Bond Muir, chers pilotes de la série W,
Nous vous écrivons depuis le territoire palestinien occupé. Nous sommes les Speed Sisters, la première équipe professionnelle féminine de conduite de voitures de course au Moyen-Orient.

Nous avons été ravies d'apprendre l'existence de la série W et de votre mission de promotion de la participation des femmes aux sports automobiles. Comme vous, nous avons travaillé longtemps et dur pour perfectionner notre sport et surmonter les obstacles.

Nous vous adressons notre solidarité en ces temps incertains. Nous avons appris que votre test d'avant-saison a récemment été annulé en raison de la pandémie de Covid-19. Nous savons à quel point vous devez être déçus et combien il est difficile

de s'entraîner lorsque les courses prévues sont incertaines. Nous espérons que vous et vos proches êtes en sécurité.

Compte tenu de votre mission visant à faire progresser l'égalité et la diversité, nous voulions également vous faire part de nos préoccupations concernant votre partenariat avec Puma. Nous ne savons que trop bien à quel point il peut être difficile de trouver des sponsors pour le sport féminin. Cependant, nous étions certaines que vous voudriez savoir ce qu'il en est de l'implication de Puma dans de graves violations du droit international et des droits humains.

Puma est le sponsor principal de l'Association israélienne de football (IFA) qui, comme l'a montré Human Rights Watch, regroupe des clubs de football basés dans des colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes occupées, en violation du droit international. En outre, le licencié exclusif de Puma en Israël, Delta Israël, a été répertorié dans la base de données des Nations unies récemment publiée sur les entreprises impliquées dans des activités liées aux colonies israéliennes.

Les colonies israéliennes sont des accaparements illégaux de terres qui poussent les familles palestiniennes autochtones à quitter leurs maisons et nous privent de nos ressources naturelles. Elles font partie intégrante de l'occupation militaire israélienne qui dure depuis 53 ans et qui refuse aux Palestiniens notre droit à la liberté de mouvement, entravant le développement des sports palestiniens et la carrière des athlètes palestiniens.

Vous ne pouvez qu'imaginer ce que cela signifie pour nous, en tant que pilotes de course automobile. Quelle que soit la direction que nous prenons dans le territoire palestinien occupé, nous nous heurtons aux barrages routiers militaires d'Israël, au mur de séparation et à la ségrégation des routes réservées aux Israéliens et des colonies.

Les colonies israéliennes créent également des obstacles à l'accès des Palestiniens à l'eau potable et à des services comme les soins de santé, ce qui rend les familles palestiniennes encore plus vulnérables en cette période de pandémie mondiale.

La Fédération israélienne de football a refusé de prendre des mesures pour mettre fin à sa complicité dans l'entreprise de colonisation d'Israël, malgré la condamnation d'un conseiller des Nations unies, de plus de 150 élus, dont des membres du Parlement européen, du Parlement suisse, du Parlement danois et de la Chambre des communes britannique, de personnalités publiques de premier plan, dont Miriam Margolyes, Noam Chomsky

et Ken Loach, et de groupes internationaux de la société civile et des droits humains représentant des millions de personnes.

Plus de 200 équipes sportives et athlètes palestiniennes, dont Aya Khattab, joueuse de l'équipe nationale féminine de football palestinienne, ont demandé à Puma de cesser de soutenir l'occupation militaire israélienne en mettant fin à son accord de parrainage de l'IFA. Bien que Puma ait répondu aux équipes palestiniennes, il n'a pas abordé, même de loin, les questions soulevées, affirmant plutôt une « dévotion à l'égalité universelle ».

Le parrainage de Puma, qui est l'un des plus grands fabricants de vêtements de sport au monde, apporte une légitimité internationale à l'IFA et contribue à maintenir l'implication directe de l'IFA dans les violations des droits humains et du droit international hors des projecteurs.

Dans le même temps, le parrainage de l'IFA et les activités de Puma dans les colonies israéliennes illégales ternissent la propre réputation de Puma et remettent en question le bon travail que fait Puma pour faire progresser la justice sociale, y compris l'égalité de genre.

Nous sommes inspirées par le large soutien apporté à l'appel par les équipes et les athlètes palestiniens, en particulier par le monde du sport. La plus grande université de Malaisie a abandonné Puma comme sponsor de son équipe de football. Suite à des dizaines de milliers de messages adressés aux clubs de football britanniques, le Chester FC a décidé de ne pas renouveler son contrat avec Puma, citant parmi ses critères des « pratiques de travail éthiques ».

L'ancien joueur du FC Barcelone, Oleguer Presas, le Donegal Celtic FC de Belfast et des dizaines d'équipes masculines et féminines de rugby, de football et de basket-ball amateurs soutiennent également la campagne. Deux journées d'action mondiales ont été organisées avec succès et ont donné lieu à des protestations dans plus de 20 pays. Le hashtag #BoycottPuma a généré des millions d'impressions.

Nous vous demandons instamment de mettre fin au partenariat de la série W avec Puma jusqu'à ce que la société suspende son parrainage de l'IFA et toute activité dans les colonies israéliennes illégales.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées,

Les Speed Sisters

Traduction SF pour BDS France

Article original :

<https://bdsmovement.net/news/speed-sisters-w-series-womens-race-series-please-drop-puma>

Succès de la 3ème Journée d'action internationale contre Puma (en ligne)

#BoycottPuma #PumaFam

Message à faire passer : #BoycottPuma jusqu'à ce que Puma mette fin à son soutien des colonies israéliennes illégales

Bilan :

- **Tempête sur les réseaux sociaux** : 12 millions d'impressions des hashtags #BoycottPuma #PumaFam sur Facebook, Twitter, Instagram tout au long de la journée du 4 mai, 59% des tweets liés à Puma avaient une connotation « négative » envers Puma.
- **Envoi de mails aux bureaux Puma** : en France à peu près 2000 mails ont été envoyés, entraînant des réponses automatiques.
- **Envoi de mails aux boutiques commercialisant des produits Puma**, aux clubs sportifs sponsorisés ou non par Puma pour les informer...
- **Appels téléphoniques au siège de Puma** : en France, une centaine d'appels ont été passés, au siège de Puma (répondeur auquel nous avons laissé un message, à la fin de la journée le répondeur était saturé...) au service client de Puma : discussion avec un-e conseiller-ère qui prend note et promet de faire remonter notre message à sa hiérarchie...)

En Australie, Suisse, Royaume-Uni, Syrie, USA, Espagne, Italie, Irlande, Suède, Ecosse, Pays de Galles, Allemagne, Malaisie, Japon, de nombreux appels téléphoniques ont été passés par les militants dans les bureaux de Puma, des courriers électroniques envoyés dans les bureaux Puma, des courriers à des clubs sportifs sponsorisés par Puma....

Liens d'images internationales :

1. Magnifique mobilisation en Malaisie contre Puma!

#BoycottPuma

Nos camarades malaisiens et malaisiennes étaient là aussi le 4 mai, journée internationale contre Puma....

2. De nos ami-e-s espagnol-e-s pour l'action du 4 mai

#BoycottPuma

3. De la part de nos ami-e-s du Japon ! bravo à eux-elles pour cette belle action #BoycottPuma

4. BDS Belfast & capitaine de l'équipe de football celtique de Donegal Niall Peoples rejoignent #Round3 de la journée internationale d'action marquant les buts de #BoycottPuma pour les droits de l'homme

<https://www.facebook.com/BDSBelfast/photos/pcb.1071589683211715/1071581396545877/?type=3&theater>

5. Plus de 20 pays ont participé à cette action d'action en ligne contre Puma. le Royaume-Uni a été très actif...#BoycottPuma

<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=2546425278945434&set=a.1646943902226914&type=3&theater>

6. De notre ami de Manchester

#BoycottPuma

<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=10159216057605701&set=a.10151909548975701&type=3&theater>

Perspectives :

- Une campagne internationale est mise en place auprès d'un footballeur de haut niveau Rahim Sterling de Manchester City. Puma offre à Sterling, qui a pris

position contre le racisme, un accord record. Il semble être suspendu, au moins en partie, en raison des tensions au sein de Puma au sujet d'un accord de 100 millions d'euros alors que le personnel est en congé. L'accord de Sterling avec Nike se termine ce mois-ci. Vous êtes invités, ainsi que tous vos réseaux, camarades et sympathisant-e-s à exhorter la super star du football Rahim Sterling à ne pas signer avec PUMA. Tout est expliqué sur ce lien : <https://www.bdsfrance.org/exhortez-la-superstar-du-football-rahim-sterling-a-ne-pas-signer-avec-puma/>

- **Nouvelles informations concernant les accords entre Delta, l'IFA et Puma :** Puma a un accord de parrainage avec l'IFA jusqu'en 2022 mais ce contrat est subordonné au contrat de licence exclusive que Puma a avec Delta et cet accord se termine fin 2020. Si le contrat de Puma avec Delta prend vraiment fin à la fin 2020, le contrat de licence de Puma pourrait être transféré au groupe Irani. Aucune confirmation de changement pour l'instant, mais dans ce cas, Puma perdrait une partie de sa complicité en mettant fin à son accord avec Delta, mais juste une partie s'il maintient l'accord avec l'IFA jusqu'à la fin du contrat actuel 2022. Donc nous continuons à faire campagne comme avant. Notre objectif reste le parrainage de l'IFA. La relation de Puma avec Delta est toujours une indication de complicité.
 - Une sensibilisation plus poussée auprès de personnes-clés au sein de Puma va être faite (responsables du développement durable, responsables de la communication...)
-

Biden s'attaque scandaleusement à la lutte non violente mondiale pour la justice, l'égalité et la liberté des Palestiniens

Par Comité National Palestinien pour le boycott d'Israël (BNC) / États-Unis, 20 mai 2020

*La suppression de l'aide militaire des États-Unis à Israël tient une place centrale dans le programme progressiste de **#HealthcareNotWarfare** (Des soins au lieu des armes) et pour la justice sociale, raciale, climatique et de genre.*

Joe Biden rejette "fermement" le mouvement BDS, s'attaquant scandaleusement à la lutte non violente mondiale pour la justice, l'égalité et la liberté des Palestiniens. La suppression de l'aide militaire des États-Unis à Israël tient une place centrale dans le programme progressiste de **#HealthcareNotWarfare** (Des soins au lieu des armes) et pour la justice sociale, raciale, climatique et de genre.

En rejetant le BDS, Joe Biden **reprend à son compte la complicité des États-Unis** avec le système **d'occupation, de colonialisme et d'apartheid** pratiqué depuis des décennies par Israël, et soutient une politique consistant à nous priver, nous les Palestiniens, de **nos droits humains fondamentaux**.

À l'heure où Israël agite la menace **d'une annexion de jure**, Biden fait la promotion du financement militaire d'Israël par les États-Unis en assurant qu'il s'agit de "notre meilleur investissement de 3 milliards de dollars". Cet "investissement" rend cependant possible **les crimes de guerre et crimes contre l'humanité** commis par Israël – massacres, nettoyage ethnique, démolition d'habitations, siège de Gaza. Aujourd'hui, la plupart des électeurs démocrates approuvent le fait de prendre des sanctions contre Israël, et notamment le fait de **rendre l'aide militaire conditionnelle**.

Les Américains devraient déplorer la complicité avec l'oppression infligée par Israël, surtout au moment où

s'exerce une répression plus forte **sous le couvert du COVID-19. #SpreadSolidarity**

[Tweet] Joe Biden "firmly" rejects the BDS movement, shamefully opposing the global nonviolent struggle for Palestinian freedom, justice & equality. Cutting US military aid to Israel is vital to the progressive agenda of #HealthcareNotWarfare and social, racial, climate & gender justice. pic.twitter.com/JtMHYocXnU – BDS movement (@BDSmovement) May 20, 2020

Traduction : S. pour BDS France

Source : BDS Movement

#BoycottPuma : montage pour la journée d'action internationale

3 actions à faire pour la 3ème Journée d'action mondiale Boycott Puma (en ligne)

30 avril 2020

/ par Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) /

Avant l'assemblée des actionnaires de Puma, aider à garantir que cesse le soutien de Puma à l'occupation militaire illégale d'Israël, qui rend les

familles palestiniennes encore plus vulnérables à un moment de pandémie mondiale, est à l'ordre du jour.

Dans quelques jours, Puma tiendra l'assemblée annuelle de ses actionnaires.

Assurons-nous que l'ordre du jour inclut de mettre fin au soutien de Puma pour l'occupation militaire illégale d'Israël, qui rend les familles palestiniens **encore plus vulnérables à un moment de pandémie mondiale**.

Puma est impliqué dans de multiples activités dans des colonies israéliennes illégales situées sur des terres palestiniennes volées.

L'occupation militaire et les colonies d'Israël, considérées comme des crimes de guerre en droit international, expulsent des familles palestiniennes de leurs maisons, entassent les Palestiniens dans des camps de réfugiés densément peuplés et limitent leur accès à l'eau potable et aux soins.

Nous restons à la maison, mais nous ne resterons pas silencieux ! Aujourd'hui, rejoignez d'autres personnes du monde entier à un rassemblement **#BoycottPuma** en ligne pour les droits palestiniens.

Faites trois choses pour la 3ème Journée d'action mondiale de boycott de Puma.

- **Tempête sur les réseaux sociaux : Cliquez pour rejoindre la tempête de tweets ou postez l'image ci-dessus sur Facebook ou Instagram avec le message suivant : Les colonies israéliennes expulsent les familles palestiniennes de leurs maisons, entassent les Palestiniens dans des camps de réfugiés et limitent leur accès à l'eau potable et aux soins. Je #BoycottPuma jusqu'à ce que @Puma mette fin à sa complicité. Je ne ferai pas partie de #PumaFam.**

Utilisez les hashtags #BoycottPuma et #PumaFam.

- Embouteillage de mails : Utilisez la fiche jointe pour envoyer un message exhortant Puma à cesser de soutenir les colonies israéliennes illégales.
- Manifestation par téléphone : Appelez le siège de Puma

en Allemagne ou votre bureau local de Puma. Voir texte ci-dessous.

Puma sponsorise l'Association de football d'Israël, qui inclut des clubs des colonies illégales israéliennes et son concessionnaire exclusif en Israël est listé dans la banque de données des Nations Unies sur les entreprises coloniales illégales.

Des équipes sportives laissent tomber le sponsoring de Puma et s'engagent à ne pas rejoindre la #PumaFam jusqu'à ce que Puma mette fin à sa complicité dans les violations des droits palestiniens par Israël.

Puma nous écoute. Un avocat de Puma nous a dit que nos appels à boycotter Puma rendaient leur vie « misérable ».

Mettre fin au soutien déjà profondément immoral de Puma aux violations des droits palestiniens par Israël est plus urgent que jamais.

Prenez quelques minutes seulement pour faire savoir aux actionnaires de Puma que soutenir l'apartheid israélien n'est pas seulement immoral, mais a aussi un coût.

Téléphonez au siège de Puma en Allemagne : +49 9132 810 ou à votre bureau local de Puma.

Suivez simplement le script ci-dessous et, s'il vous plait, souvenez-vous que l'assistant ou assistante du service client n'est pas responsable de la politique de Puma. Soyez toujours poli.e, mais ferme en demandant que votre message soit transmis.

Prenez une photo ou une vidéo de vous en train d'appeler Puma et tissez ou postez avec le hashtag #BoycottPuma !

Après avoir appelé les bureaux de Puma, faites-nous savoir comment cela s'est passé en complétant ce formulaire.

Exemple de script téléphonique

Bonjour,

J'appelle parce que je suis un client/une cliente sérieusement inquiet/inquiète à propos du sponsoring actuel de l'Association de football israélienne par Puma.

Je comprends que personnellement vous n'êtes pas responsable de cela, mais je vous demande de faire une note et d'avoir la gentillesse de transmettre mon message à la direction de Puma et au conseil d'administration de Puma.

L'Association de football d'Israël opère dans des colonies israéliennes illégales, sur des terres volées aux

Palestiniens. Le sponsoring de Puma apporte une légitimité internationale à l'Association de football d'Israël et aide à soutenir l'infrastructure des colonies illégales.

Chaque colonie est un crime de guerre selon le droit international. Les colonies expulsent des familles palestiniennes de leurs maisons, entassent les Palestiniens dans des camps de réfugiés densément peuplés et limitent leur accès à l'eau potable et aux soins. Les colonies rendent les familles palestiniennes encore plus vulnérables à un moment de pandémie globale.

En plus, le concessionnaire exclusif de Puma en Israël –Delta– a été listé dans une banque de données des Nations Unies des compagnies coloniales complices.

Je rejoins plus de 200 équipes palestiniennes de football appelant Puma à mettre fin à l'accord de sponsoring avec l'IFA et à tout soutien à l'occupation militaire par Israël.

Je suis extrêmement surpris/surprise que Puma ait continué son sponsoring immoral de l'Association de football d'Israël et j'appelle pour dire que je vais personnellement boycotter Puma aussi longtemps qu'il restera complice dans les crimes de guerre israéliens.

S'il vous plait, transmettez ce message. Merci

Après avoir appelé les bureaux de Puma, faites-nous savoir comment cela s'est passé en complétant ce formulaire.

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfFTNMI-vFguUifbIr-JR LcmAfsordfjbs0am4z5IglYQXK5w/viewform>

Proposition de courrier électronique

Dites à Puma de mettre fin à son soutien des colonies israéliennes illégales

Ecrivez à la direction de Puma

Texte pour un courrier électronique

Cher Bjørn Gulden, chers membres du Conseil d'administration de Puma, chers actionnaires de Puma,

Puma participe à de sérieuses violations des droits humains palestiniens, rendant les familles palestiniennes encore plus vulnérables à un moment de pandémie mondiale.

Puma est le principal sponsor de l'Association de football d'Israël (IFA), qui inclut des clubs dans les colonies

israéliennes illégales. Le concessionnaire exclusif de Puma en Israël a des branches dans les colonies illégales et est listé dans la banque de données des Nations Unies sur les entreprises coloniales illégales.

L'occupation militaire d'Israël expulse les familles palestiniennes de leurs maisons, entasse les Palestiniens dans des camps de réfugiés densément peuplés, crée des obstacles pour leur accès à l'eau potable et aux soins. Elle dénie aussi aux Palestiniens le droit à la liberté de mouvement et entrave le développement des sports palestiniens.

Soutenir l'apartheid israélien a un coût.

La plus grande université de Malaisie a laissé tomber Puma en tant que sponsor de son équipe de football. A la suite de dizaines de milliers de messages à des clubs de football britanniques, Chester FC a décidé de ne pas renouveler son contrat avec Puma, mentionnant des « pratiques de travail éthiques » parmi ses critères de choix, Forest Green Rovers FC a déclaré qu'ils ne signeraient pas avec Puma et Liverpool FC a chois un autre sponsor.

L'ancien joueur du Barcelona FC Oleguer Presas, le Donegal Celtic FC à Belfast, et des dizaines d'équipes amateurs, hommes et femmes, de rugby, de football et de basketball, soutiennent l'appel de plus de 200 équipes sportives palestiniennes exhortant Puma à mettre fin à son soutien de l'occupation militaire d'Israël.

La pandémie mondiale montre que maintenant plus que jamais nous devons prendre position pour garantir que personne n'est laissé derrière.

Aussi longtemps que Puma soutiendra l'occupation militaire d'Israël, je respecterai l'appel des athlètes palestiniens à boycotter Puma.

Cordialement,